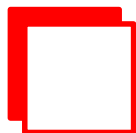


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°206 - 1,50 € - Juillet 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Qu'est-ce tu fous, vieille taupe ?

On devrait vous prédire que le mécontentement des exploités va être à l'origine d'une forte mobilisation déstabilisant les exploités; on devrait affirmer que la rentrée va être rouge, forcément rouge. En plus modéré, c'est la rhétorique utilisée par tout bureaucrate soucieux de faire croire qu'il défend encore les intérêts de ses mandants. C'est aussi, d'ailleurs, l'exercice que s'imposent habituellement bon nombre de militants de base, soucieux, eux, de (re)créer une dynamique par des propos encourageants.

Mais cette fois-ci, on a vraiment du mal à sacrifier au rituel, même en y mettant toutes les nuances et la dialectique dont on est capables (si, si !), même en sachant que ça nous permettrait de vendre plus de papier.

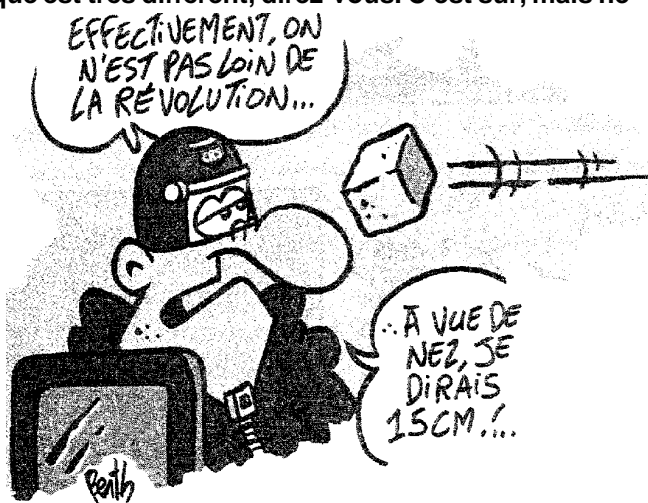
Vous avez vu avec quelle facilité les appareils syndicaux ont pu nous balader de manifs en manifs ? Où était l'indispensable autonomie du mouvement social ? Quand on dit que cette autonomie peut s'élaborer dans des coordinations qui déborderaient les bureaucraties, on n'est plus guère entendus.

Vous avez vu avec quelle facilité les fauteurs de chaos continuent à nous donner des leçons et à imposer leurs balivernes libérales pour nous faire accepter, finalement, de payer leur crise ? Et cher, très cher. Des salariés ont bien tenté de récupérer quelques dizaines de milliers d'euros par la tactique dite de «la bonbonne de gaz». Certains ont réussi. Tant mieux: c'est toujours ça que les patrons n'auront pas. Mais la méthode est faible, très faible, quand on la compare par exemple à la stratégie que les LIP avaient mise en œuvre. Le contexte idéologique est très différent, direz-vous. C'est sûr, mais ne serait-ce pas à nous, ceux d'en bas, d'ouvrir de nouvelles perspectives ?

Vous avez vu avec quelle facilité les dirigeants ont pu se servir des élections et des institutions pour faire croire que leur domination reste légitime ? Le NPA s'est fait piéger. Classique, hélas. Résultat ?... Ses dirigeants s'apprentent à recommencer dans quelques mois, aux régionales. Désespérant.

En redonnant vigueur à la «vieille taupe» de Shakespeare, Marx, Rosa Luxemburg et d'autres révolutionnaires lui attribuèrent l'aptitude à nous offrir de belles surprises, mystérieusement et souterrainement préparées et qui modifient le cours de l'histoire.

Mais qu'est-ce qu'elle fout donc cette vieille taupe ? On n'attendait pas qu'elle nous creuse des galeries aussi rectilignes que les Champs-Élysées qu'emprunte le défilé militaire du 14 juillet, mais s'égarer à ce point, alors que le chaos capitaliste fait tant de dégâts ! Perverse, la bête ?... En tout cas elle n'arrivera pas à nous faire dire, comme Viansson-Ponté en mars 68, que tout le monde s'ennuie. Non, on piétine de rage... Allez, il faut se calmer et chercher, avec d'autres, à mieux comprendre les caprices apparents de la bestiole... en espérant que d'éventuelles explications présenteront une utilité politique. En espérant surtout qu'elle finira, malgré tout, par nous surprendre une nouvelle fois, la vieille...



Le Revenu de Solidarité Active

Remède du «bon» docteur Hirsch pour éradiquer la pauvreté laborieuse ?

Alors que la pauvreté monétaire touche 13% de la population, que l'on assiste à l'accroissement de la précarité au fur et à mesure de la dégradation du marché du travail, que le pouvoir d'achat des salariés stagne, le tandem Hirsch/Sarkozy annonce le Revenu de Solidarité Active comme un remède contre la pauvreté.

Depuis plus de 20 ans, le taux de chômage oscille entre 8 et 12 %. Dans les quartiers populaires, les sans emploi représentent entre 40 et 60% des moins de 25 ans. Le travail précaire sous toutes ses formes (CDD, intérim, emplois aidés, temps partiel contraint ...) gagne du terrain, les mesures sarkozyennes de déréglementation du Code du travail en facilitent le développement. Aujourd'hui, environ 13% des salariés sont en CDD. Les salaires stagnent : 50% des salariés du privé perçoivent moins de 1 500€ nets par mois, 30% ont moins de 1 200€ et 20% des salariés sont payés au SMIC (soit 1 037€ par mois). Bref, notre société est profondément marquée par l'existence de la pauvreté salariale et de la précarité de l'emploi. La précarité touche environ 12 millions de personnes. Près d'un Français sur 3 se trouve en situation de pauvreté ou de précarité.¹ Avec la crise économique et sociale actuelle, même les plus optimistes prévoient une baisse du produit intérieur brut de 3% pour 2009 et la disparition de 639 000 emplois, il faut s'attendre à une augmentation significative du nombre de pauvres et de précaires. Le RSA, imaginé avant la crise, annoncé comme une rupture avec l'assistanat et incitant à «se remettre au travail» risque d'avoir des difficultés à tenir ses promesses. Mais, n'anticipons pas et examinons ce qu'est cette «rupture novatrice» en matière de politique sociale.

Le RSA n'est plus un droit

«Toute personne qui en raison de son âge, de son état physique et mental, de la situation de l'économie et de l'emploi se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence» cet art. 1 de la loi du 1.12.1988 créant le RMI est remplacé par «la lutte contre la pauvreté et les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains ...» (loi du 1.12.2008 - art. L 115-1 du CASF)². Outre le fait que pour être allocataire du RSA il faut être pauvre, la nouveauté réside dans la possibilité de cumuler de manière permanente RSA et revenu d'activité. Ce qui doit être examiné avec plus d'attention concerne les «obligations» auxquelles les pauvres seront soumis dès lors qu'ils prétendent bénéficier de cette libéralité.

Un petit retour historique³ est éclairant sur l'idéologie qui se dévoile dans cette nouvelle législation.

La gestion des pauvres a été marquée tout au long des siècles par une volonté récurrente de contrainte et de coercition: prison, pilori et bannissement en cas de récidive (1350), grand renfermement dans l'hôpital général de Paris (1656), arrestation et enfermement des mendiants (1764), ordonnances de Turgot (1770) et de Necker (1777), envoyant aux galères tout homme valide âgé de 16 à 60 ans n'ayant aucun moyen d'existence. La Révolution ne vint rien améliorer. Larocheffoucault Liancourt, Président du comité de mendicité de la Constituante affirmait : «La société doit à tous ses membres subsistance ou travail. Celui qui, pouvant travailler, refuse se rend coupable envers la société et perd alors tout droit à sa subsistance». C'est l'Angleterre du 18ème siècle qui apporta une novation avec la loi Speenhamland quand les juges du comté de Berkshire en 1795 décidèrent qu'il fallait accorder des compléments de salaires, conformément à un barème indexé sur le prix du

pain, qu'un revenu minimum devait être assuré aux pauvres indépendamment de leurs gains. Mais, face à une pauvreté croissante, les Anglais revinrent à l'enfermement des pauvres. En 1850, en France, A. Thiers affirmait «Nul ne doit faire peser sur la société le fardeau de sa paresse ou de son imprévoyance».

Dans les années 1835, en Angleterre, naquit une autre lecture de la pauvreté qui donnera naissance avec Beveridge à l'idée de la sécurité sociale. La misère des «pauvres valides» est considérée comme un problème économique et social et non plus comme une question morale. Cette conception est le fondement du concept de chômeur (mot attesté en français seulement en 1876) et de l'assurance chômage.

Le RMI, face à l'impossibilité du système d'indemnisation du chômage à assurer à tous les demandeurs d'emploi un revenu de remplacement, fut construit pour «boucher les trous» d'une protection sociale insuffisante. Il fut le filet de sécurité, reconnaissant le droit à l'existence de tous dans une société salariale incapable de mettre en oeuvre le droit à l'emploi reconnu dans la Constitution. Si la loi du 1.12.2008 fait disparaître le RMI comme un droit, y substituant le RSA, c'est qu'elle reprend, pour partie, les vieux principes de la gestion des pauvres. C'est ce qu'explique un rapport du Conseil d'analyse économique précisant qu'il faut amener à un «arbitrage réfléchi» ceux là supposés ne pas vouloir «s'aider eux-mêmes par le travail» afin de les conduire à «un changement d'attitude».

On l'a compris: le temps des «profiteurs» du RMI est terminé ! Tous au boulot, peu importe les conditions de travail et la rémunération, le RSA récompensera les «bons» pauvres en les gratifiant d'un pauvre complément à un pauvre revenu. Le «bon» M. Hirsch est-il un optimiste, un naïf ou tout simplement un vrai libéral prônant la valeur du mérite ?

Le RSA, qu'est-ce que ça change ?

Au 1er juin 2009, ceux qui percevaient le RMI ou l'Allocation Parent Isolé, perçoivent le RSA; pour ceux-là, ça ne change rien au niveau des ressources, par contre le contrôle social est renforcé. Ce qui est nouveau, c'est la possibilité d'accès au RSA des salariés ayant des revenus inférieurs à des forfaits fixés par décret (les minima sociaux n'ont pas augmenté !). Ils peuvent, alors, cumuler revenu et RSA, selon un calcul spécifique. Ils percevront le RSA, tant qu'ils n'auront pas atteint 1,04 SMIC (pour une personne seule).

Qu'est-ce qui change dans les ressources ? Deux exemples :

– une personne seule sans enfant, avec un



petit boulot à 257€ par mois: son revenu garanti sera calculé comme suit: **455€** (forfait fixé par décret) + 159€ (62% du revenu) = 614€. Le RSA sera égal à 614€ - 257€ - 55€ (forfait logement) = 302€ de RSA auquel s'ajoutera 257€, soit **559€**.

— un couple avec 2 enfants, Monsieur travaille pour **1038€, 124€** Alloc. Familiales et **307€** APL soit **1 469€** mensuel. Revenu garanti = **955€** (forfait fixé par décret) + 643€ (62% de 1038) = 1 598€. RSA = 1 598€ - 124€ - 103€ - 135€ (forfait logement) = **301€ de RSA**. Au final: avant RSA = **1 469€** par mois; après RSA = 1 469 + 301 = **1 770€** par mois (mais il faudra aussi déduire la Prime pour l'emploi (!), ce qui ne fait qu'un gain mensuel de **212€**).

C'est pas le Pérou ! Mais c'est gagné «à la sueur de son front» ! Parce qu'avec le RSA, on n'est plus un «assisté», on est «méritant» ! Certes, pour celui qui galère avec 455€, c'est mieux. Mais c'est nettement en dessous du **seuil de pauvreté, fixé à 886€ par mois** ! Et il faut espérer que le lieu de travail ne soit pas trop éloigné du logement du salarié ou encore encore que ce dernier n'ait pas à assurer des frais de garde d'enfants importants. De plus, les droits «connexes» tels la CMUC (complémentaire Santé) ou l'APL (aide Personnalisée au logement) ne sont pas forcément assurés puisque ces aides sont attribuées en fonction des ressources. Certains risquent de percevoir le RSA et perdre des aides au logement ou à la santé.

Qu'est-ce qui change dans les obligations ? Il faut distinguer:

- les personnes avec un revenu d'activités supérieur à 500€; elles n'ont aucune obligation particulière en contrepartie du RSA perçu
- les personnes qui ont un revenu d'activités inférieur à 500€ ou égal à 0€. Celles-ci bénéficient d'un accompagnement renforcé, assuré par Pôle Emploi si elles sont considérées «proches de l'emploi», soit par les services sociaux du Conseil Général si elles sont «éloignées de l'emploi».

Autrement dit, celui qui est «loin de l'emploi» continue à galérer avec les minima sociaux. Celui qui est considéré apte à occuper un boulot se voit proposer un PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi) avec obligation de recherche d'emploi et interdiction de refuser plus de deux offres «raisonnables».

Personne n'est dupe sur l'idéologie développée par cette «innovation sociale». Dans notre société centrée sur la réussite individuelle, on oppose les riches aux pauvres, les salariés aux chômeurs, et maintenant les employables aux inemployables ! Mais aussi les jeunes aux vieux, les français aux étrangers, car les moins de 25 ans n'ont pas droit au RSA, ni les étrangers hors CEE, s'ils ne peuvent justifier de 5 ans d'autorisation de séjour avec droit au travail (toujours rien pour les travailleurs «sans papiers»...).

Le RSA risque d'étendre la précarité

Plutôt qu'augmenter le SMIC et rémunérer le travail à sa juste valeur, les libéraux «sociaux», à l'image de M. Hirsch, préfèrent entretenir une «armée industrielle de réserve» tenue en dépendance grâce à des procédés de contrôle social et des miettes pour «arrondir» les fins de mois difficiles.

Le RSA supplée des revenus défaillants ou insuffisants. Les contrats précaires, petits boulots et autres modes d'exploitation des travailleurs vont perdurer et se développer. Quoi de plus tentant pour un patron, du public ou du privé, de profiter de l'aubaine ? La CGT de Marseille vient de dénoncer une dérive concernant une quarantaine de salariés d'une entreprise s'occupant du nettoyage des foyers Adoma, remplacés par des personnes expérimentant le RSA. Si les employeurs du privé ne sont pas en reste, les collectivités territoriales, de «Gauche» et de Droite, quant à elles, répondent avec enthousiasme aux sollicitations fortes des Préfets de Sarkozy et remplacent des emplois permanents par des agents «jetables» sous contrats aidés précaires. Des futurs candidats au RSA !

Pour faciliter le recrutement et faire que le privé et le public soient traités à égalité, la loi du 1er décembre 2008 généralisant le RSA procède également à une refonte du système des contrats aidés, avec la création d'un contrat unique d'insertion au 1.01.2010, l'objectif étant de simplifier l'accès et d'en harmoniser le régime : un contrat unique d'insertion, un pour le public (CAE contrat d'accompagnement dans l'emploi) et un pour le privé (CIE contrat initiative emploi)

Vivent les petits boulots mal payés pour les patrons ! Le RSA complètera les petits revenus des pauvres salariés !

Qui pourrait croire aujourd'hui à l'impact positif du retour à l'emploi de la mesure RSA ? Une analyse menée dans les sites expérimentaux du RSA démontre que l'on est bien loin des 30% supplémentaires annoncés de retour à l'emploi; on en est plutôt au grand maximum à 9% et ce, de manière très

Si, si, la République sait être généreuse !

Peut-être un peu chiche pour les prétendants au RSA, la République sait être généreuse, parfois, comme le montrent les chiffres ci-dessous, datant du 1er octobre 2008.

Un député reçoit **11 056 euros** mensuels nets d'indemnités, composés de **5219 euros** d'indemnités parlementaires nets et de **5837 €** d'indemnité représentative. Soit 500 euros environ de moins qu'un sénateur. Ce qui donne sur 5 ans, **663 360 euros** d'indemnités nettes sur un mandat.

Un député perçoit les prestations familiales équivalentes à celles du régime général des salariés. Députés et sénateurs peuvent cumuler, mais sans toutefois dépasser le plafond de 1 fois et demi l'indemnité de base. Une disposition très sévère, heureusement atténuée : certaines fonctions (type président d'OPAC, de société de gestion des parkings, etc...) ne sont pas touchées par ce cumul... Ouf !

Travaillant beaucoup, le sénateur a droit à trois assistants pour un montant total de **7146 euros** mensuels. Travaillant plus encore, le député, lui, dispose d'un crédit affecté à la rémunération de cinq collaborateurs pour un montant mensuel total de **9021 €**. S'il n'emploie pas tout, le député peut, s'il le souhaite, céder la part qui reste à son groupe politique.

Comme tout cela ne suffirait pas, d'autres moyens sont prévus : 40 allers-retours gratuits par avion par an entre Paris et le lieu de résidence de l'élu et 6 allers-retours entre Paris et une destination métropolitaine. On a pensé aussi à une mesure écologique et qui requinque l'image du service public SNCF: pour les parlementaires, le train première classe est gratuit, et ce, de manière illimitée grâce à une carte valable sur l'ensemble du réseau national. Martin Hirsch a évité de prendre cette mesure pour les titulaires du RSA et les chômeurs, sans doute parce que le nombre de places en 1ère classe n'aurait pas été suffisant...

Quatre lignes téléphoniques (fixes ou mobiles) et deux abonnements internet, ainsi que la gratuité de l'affranchissement du courrier parlementaire (dans la limite d'un forfait) sont mis à disposition. Un service public des PTT existe donc encore, n'en déplaise à ceux qui voient tout en noir...

Martin Hirsch vous le dira : ce n'est pas facile tous les jours. C'est pour cela que des prêts d'aide au logement peuvent être accordés aux députés, pour une durée de 10 ans au **taux moyen de 2 % pour un prêt moyen d'environ 76255 €**.

Toujours prévoyante, la République cotise, ainsi que le parlementaire, pour que ce dernier touche une retraite correcte. Le montant de la pension est fonction des d'annuités de cotisations, avec droit ouvert à 60 ans. La pension moyenne pour un député est d'environ **2400 €** nets par mois. C'est nettement moins bien que pour les sénateurs (**3294 €**) qui travaillent certes moins, mais plus longtemps.

Par contre, seuls les députés bénéficient d'un dispositif spécifique d'assurance chômage sous forme d'une allocation versée pendant une durée maximum de 3 ans, passant de 100 % de l'indemnité parlementaire de base pendant les 6 premiers mois (**5443 €**) à 70 % pendant le 2ème semestre, puis 50% , 40% , 30% et enfin 20% pendant le dernier semestre (**1088 €**). Vu son sens aigu de l'équité, Martin Hirsch s'est sûrement inspiré de ce dispositif pour mettre sur pied le RSA puisque l'allocation y est aussi *différentielle* : les autres revenus sont en effet déduits du montant de l'allocation...

variable en fonction de la région. Les retours à l'emploi sont pour 30% des emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois), de l'intérim et des CDD courts pour 25%, **des contrats aidés pour 27%**, 8% sont à leur compte et 5% en formation.

Le MNCP - Mouvement National des Chômeurs et Précaires - affirme que le RSA est une «*violation déguisée des droits fondamentaux*» et notamment du droit au travail. Le Gouvernement refusant d'augmenter les minima sociaux, le RSA ne changera rien pour ceux qui ne travaillent pas. Cette loi ne changera rien sauf pour ceux dont les revenus sont inférieurs à un certain plafond (de 1,04 à 1,8 fois le SMIC selon la composition familiale). Par ailleurs, s'il peut constituer un petit apport financier pour les familles en galère, il faudra être vigilant quant à l'impact sur certains droits connexes calculés en fonction des nouvelles ressources. Enfin, le RSA instaure un système plus répressif à l'égard des personnes qui ne retrouvent pas d'emploi, selon l'effet combiné, d'une part, de la contractualisation obligatoire pour ceux qui ne travaillent pas ou dont les ressources professionnelles sont inférieures à 500€ et, d'autre part, de la loi du 1er août 2008 sur les «*droits et devoirs des demandeurs d'emploi*» qui s'applique: élaboration d'un PPAE, impossibilité de refuser deux «*offres raisonnables d'emploi*», risque de suppression de RSA.

L'on peut craindre également qu'en matière d'accompagnement social des allocataires du RSA, les Conseils Généraux, «*bons*» gestionnaires avant d'être porteurs de politiques sociales progressistes, laissent à Pôle Emploi le suivi d'un maximum d'allocataires; ils feront ainsi des économies de fonctionnement en matière de personnels qualifiés et d'outils d'insertion.

«*Construit à contretemps*» parce qu'il correspond à une situation de plein emploi, le dispositif fera donc subir les conséquences du chômage aux allocataires, «*radiables sauf à accepter les emplois dégradés*». Le MNCP préconise l'inversion de cette logique de responsabilisation en faisant du RSA un droit inconditionnel. Il demande que l'accompagnement soit considéré comme un droit et non comme un devoir ainsi que la garantie du droit au refus d'un emploi précaire. Il affirme l'urgence à mettre en oeuvre une politique de création d'emplois visible et cohérente en lançant un plan d'urgence de création de 300 000 emplois.

Comment est financé le RSA ?

«*Dans un contexte où depuis plusieurs années les salaires progressent beaucoup moins vite que les revenus du capital, dans un contexte où l'on explique aux salariés de tant d'entreprises qu'il n'y a pas de quoi augmenter les salaires en bas et qu'au même moment, on aug-*

mente la distribution des actions et les dividendes en haut, il n'est quand même pas anormal que les revenus du capital soient mis à contribution pour revaloriser le travail des plus démunis et des plus exclus». On se croirait à l'université d'été d'ATTAC et, pourtant, il s'agit d'un extrait de l'allocation de Sarkozy confirmant que le RSA sera bien financé par un prélèvement supplémentaire de 1,1% sur les revenus du capital (intérêts, dividendes, revenus fonciers, revenus d'assurance vie et plus value).⁴ La Gauche, qui n'émet aucune critique sur l'idéologie sous-tendant la création du RSA, en perd son latin : Sarkozy lui «*piquait*» la seule occasion de s'opposer ! C'est que libéraux et sociaux-libéraux prônent ensemble l'impôt négatif dont l'objectif est de remettre la population au travail en prenant sur le budget de l'Etat les revenus insuffisants versés par les patrons. Les libéraux en Europe ont avancé cette idée dès qu'ils ont compris que le chômage massif permettait aux détenteurs de capitaux de dicter leurs conditions d'embauche. En l'espace de quelques années, la part des salaires dans la valeur ajoutée a perdu 10%. Les régimes d'indemnisation chômage ne pouvant faire face à un chômage de longue durée, les Etats ont inventé de nouveaux filets sociaux, dont le RMI en France en 1988. Le capital, en voulant encore plus, a fait en sorte de préconiser des mesures de remise au travail dans la précarité, en imposant des emplois à temps partiels subis, des emplois à très courte durée, dangereux, mal payés ... Face à la peur de tomber dans la pauvreté, les sans emploi acceptent le premier travail, mal payé, l'Etat intervenant alors en complétant les revenus du travailleur sous forme d'un avoir fiscal encaissable: ce n'est plus l'individu qui paie ses impôts mais l'Etat qui paie l'individu: en France, le premier dispositif d'impôt négatif a été créé par Jospin en 2001 : la prime pour l'emploi (PPE) dont bénéficient certains salariés en fonction de leurs revenus. Le RSA relève de la même logique: **compléter les revenus du travail par de l'argent public**. Ce retour au travail forcé est paré de toutes les vertus (réinsertion dans la vie professionnelle, augmentation des revenus) auxquelles une «*gauche*» sans boussole n'a pas été insensible.

En conclusion

Face à la prégnance de l'idéologie qui rend responsables les chômeurs de ne pas avoir de travail, les pauvres de ne pas avoir de ressources, qui renvoie tout à la volonté individuelle, nie la solidarité et la responsabilité collective, nous devons exiger dans les luttes à venir des mesures immédiates, face aux attaques menées contre le droit au travail, contre le Code du travail, contre le CDI et le statut de la fonc-



tion publique, face à la volonté de pressurer les salariés au profit des revenus des dividendes:

- Pas de rémunération en dessous de 1 500 € net par mois. Ecrasement de la hiérarchie des revenus comprise entre 1 et 4. Suppression des stock options, parachutes dorés, niches fiscales, du bouclier fiscal, des paradis fiscaux et gel des dividendes des actionnaires.
- Interdiction du travail précaire. Embauche massive des jeunes en CDI.
- Blocage des licenciements. Occupation des entreprises en cas de chômage partiel pour organiser le débat entre les travailleurs sur la reconversion totale ou partielle de l'entreprise et son éventuelle autogestion.
- Socialisation avec fonds publics de toute entreprise se déclarant en faillite ou s'appêtant à délocaliser.
- Revenu minimal garanti (75% du SMIC à 1 500€ net) pour tous, français et étrangers. Abolition des dettes des ménages dont le revenu est inférieur à ce minimum.
- Réquisition des logements vides pour mise à disposition des mal logés et sans logis. Blocage des loyers.
- Annulation des remboursements des médicaments, des franchises médicales.

Et simultanément, nous avons à répondre aux questions plus complexes qui nous permettront de renouer avec l'essence du socialisme, de libérer l'individu face au capital: Travailler pour vivre ou vivre pour travailler ? Comment vit-on ensemble ? Dans quelle société ? A quoi sert-il de travailler ? Qu'est-ce qu'une entreprise ? A quoi sert le travail social ?

Odile M

1) Jacques Rigaudiat " Le nouvel ordre prolétaire " éditions Autrement 2007 et Pierre Concialdi " Non à la précarité " éditions Mango 2007.

2) Code de l'action sociale et de la famille.

3) Extrait d'une analyse de Jacques Rigaudiat du 16.12.2008 "RSA: en avant vers le passé".

4) Benoit Borrits " legrandsoir.info " du 2.09.2009.

Déchets nucléaires : la résistance continue

La campagne d'intoxication - l'ANDRA (agence nationale pour la gestion des déchets radio-actifs) préfère parler d'information - mise en œuvre par cet organisme, se poursuit.

Visitez l'ANDRA !, lance à grand renfort de dépliants ce fossoyeur pour inciter la population à visiter les centres de stockage de Soulaines (Aube) opérationnel depuis 92 pour les déchets de faible et moyenne activité et de Morvilliers (Aube encore) mis en exploitation en 2003 pour les déchets de très faible activité. Tout est bon pour banaliser des risques sanitaires et environnementaux et faire croire à l'innocuité de ces poisons. Une association locale, la Qualité de la Vie, a déjà dénoncé un taux de pathologies, notamment des cancers, hors du commun.

Pendant ce temps se poursuit à Bure, là encore avec l'appui d'encarts publicitaires dans la presse locale, selon le plan Bataille de 91, le creusement des galeries destinées à l'entreposage définitif - la réversibilité invoquée est un leurre maintes fois dénoncé parce qu'impossible à réaliser - des déchets à vie longue et à très forte toxicité, projet que jusqu'alors les opposants n'ont pu réussir à faire stopper, tant le pouvoir des lobbies industriel et étatique est puissant, et du fait, il faut le reconnaître, de l'insuffisance des réactions d'opposition dans la population locale malgré un fort travail militant.

Aujourd'hui la région Lorraine-Champagne est à nouveau confrontée à la recherche par les nucléocrates d'un autre lieu destiné à recevoir et entreposer un autre type de déchets, les FAVL (Faible Activité et Vie Longue). Bien entendu ces poisons radioactifs sont présentés comme peu dangereux. Par simple précaution on va les enterrer et...les oublier !

Sur ce terrain, les méthodes appliquées par l'ANDRA ont peu varié, malgré la recommandation faite par le gouvernement de "conduire cette recherche de site de manière exemplaire et transparente". En effet: mensonges à l'égard d'élus pour se faire accepter, refus opposés à certains de se déplacer pour débattre avec des contradicteurs, refus de publier la liste des municipalités candidates, attermoiement gouvernemental qui repousse mois après mois l'annonce des communes retenues (deux ou trois), voilà un échantillon de la "manière exemplaire et transparente" d'informer les habitants les premiers concernés.

Une levée de boucliers

Déjà échauffées lors de la campagne pro-Bure menée dans les années 90, se rendant compte qu'elles se sont fait piéger à l'époque, les populations locales vivant dans les communes ciblées (une cinquantaine dans l'Est) se sont levées, sont allées à l'information, se sont regroupées pour exprimer leur refus d'une pareille folie. Résultat: nombre de municipalités qui avait proposé leur candidature l'ont retirée, et d'autres qui étaient hésitantes ont choisi le Non.

Les collectifs anti-déchets locaux, comme le CEDRA (Haute-Marne) ou encore l'AEMHM (Association des Elus Meusiens et Haut-Marnais), des regroupements de citoyens en associations ont mené depuis le premier trimestre des campagnes du refus vers les populations qui ont commencé à prendre conscience, à se faire une idée plus précise de l'enjeu, et de ce qu'il pourrait leur tomber sur la tête de même que sur celle des générations futures. Ainsi le 14 mars, pas moins de 16 associations des départements dont certaines communes ont été sollicitées ont tenu une première réunion à Colombey-les-deux-Eglises et décidé d'un calendrier d'actions, ont élaboré une charte de solidarité entre elles, ont adressé une exigence de moratoire au gouvernement (gel de tout projet d'enfouissement) avec pétition à la clef en ce sens.

A noter que le refus n'est pas une simple question de principe. Un géologue indépendant haut-marnais a étudié de près le sous-sol des communes candidates du département et, dans une mesure moindre, celui de celles des départements limitrophes. Ses observa-

tions sont sans appel: zones gorgées d'eau, failles nombreuses propices à la circulation de l'eau. Le bon sens voudrait qu'on abandonne un tel projet. Mais, d'évidence, cette notion n'est pas la chose la mieux partagée et les nucléocrates ont déjà montré qu'ils en étaient dépourvus. Un document grand public synthétique devrait déjà être opérationnel.

Cette sensibilisation naissante, qu'il faut souhaiter voir se développer, n'a pas été sans impact sur les élus des zones visées. C'est ainsi que le Conseil régional de Lorraine a annoncé publiquement qu'il "est opposé à l'implantation d'un site FAVL sur son territoire et le fera savoir". Quant au président du Conseil régional de Champagne-Ardennes, il a adressé un courrier à Borloo pour lui signifier que la désignation d'une commune susceptible de recevoir ces déchets FAVL dans sa région serait mal venue.

La montée en puissance des "refuznik" a eu également pour conséquence de relancer chez les élus meusiens et hauts-marnais opposants (l'AEMHM) des opérations médiatiques contre le CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi) de Bure⁽¹⁾ et les GIP (Groupements chargés d'alimenter en fric les deux départements et les communes) - qu'il serait mieux venu d'appeler GAC (Groupements d'Acheteurs de Conscience), et d'élargir leur poids et leur audience en formant une association couvrant la Lorraine et la Champagne-Ardennes sous le sigle d'EODRA (Elus Opposés aux Déchets Radioactifs).

Et ça ne s'arrête pas là. Une dizaine de structures opposées à l'enfouissement se sont regroupées en une fédération grand-est Stop Déchets Nucléaires. Cette nouvelle association loi 1901 a vu le jour à Rachecourt-sur-Marne (52) dans la troisième semaine de juin⁽²⁾. Objectif évident: rassembler les forces du refus pour "gagner en efficacité" selon le mot du permanent du CEDRA, collectif haut-marnais partie prenante de la fédération, Michel MARIE, qui ajoute: "nous mettons en commun nos compétences. Certains sont plus expérimentés dans l'organisation des manifestations, d'autres sont meilleurs en communication ou pour interpeller les élus" (La Haute-Marne Dimanche du 21 juin 09). Une des premières actions de la fédération a eu lieu le mardi 23 juin devant le Tribunal Administratif de Châlons en Cham-



pagne pour soutenir trois maires de l'Argonne (nord-meusien) qui ont organisé un référendum communal à la suite d'un oui aux FAVL de communes voisines. C'est le préfet de région, relais de l'Etat, qui les a assignés devant le tribunal pour avoir utilisé une procédure qui n'entre pas dans leur compétence. Autrement dit il n'est pas possible pour un édile légalement élu de prendre directement l'avis de ses administrés sur des sujets qui les touchent personnellement, puisqu'il s'agit de leur sécurité sanitaire et de celle de leur environnement.

La dimension politique

Créer les conditions de réception et d'entreposage des poisons nucléaires, sans tenir compte aucunement du refus des populations concernées - les prétendues concertations entre décideurs imbus de certitude scientifique et élus locaux représentants des habitants se sont révélées totalement factices, faute de réel débat direct - implique par le forcing exercé, de la part du lobby industriel électro-nucléaire et de l'Etat bien droits dans leurs bottes, la volonté de faire de cette industrie le fleuron national d'un marché destiné en grande partie aux pays amateurs de réacteurs, sans qu'on se préoccupe beaucoup de la qualité de leur réalité démocratique. D'où les voyages répétés de notre VRP élyséen es EPR, sans trop de succès jusqu'alors, il faut bien le dire. Et construire des EPR dans cette perspective et avec l'objectif du renouvellement des centrales actuelles vieillissantes, c'est continuer la production de déchets que, rappelons-le, personne aujourd'hui n'est en mesure de traiter autrement que par l'enfouissement, comptant ainsi sur l'oubli. Au rythme actuel combien de poubelles faudra-t-il créer d'ici quelques décennies ? Et qu'importent pour les promoteurs les dangers actuels et surtout futurs : cancers chez les gens, pollution des sols, des nappes phréatiques... l'important n'est-il pas d'être le number one et le rester, symbole narcissique, non seulement pour la production d'électricité, qui

d'ailleurs dépasse largement notre consommation nationale, d'où la nécessité de vendre le surplus à l'étranger, puisqu'on ne peut stocker l'électricité, et à prix inférieur au prix de revient, mais aussi pour développer et "moderniser" notre arsenal militaire. Ambition, quand tu les tiens !

Et ce ne sont certes pas les rodomontades du monarque de l'Elysée mettant sur le même pied d'égalité le développement de l'énergie nucléaire et celui des énergies renouvelables qui peuvent rassurer. Cette déclaration s'inscrit dans la visée politique des prochaines échéances électorales : régionales en 2010 et présidentielles en 2012. Le score inattendu obtenu par la liste Europe-Ecologie aux Européennes dernières va être utilisé pour des tentatives de débauchage permettant d'assurer le maintien du leadership de l'apprenti autocrate au milieu d'un consensus libéral mou.

En fin de compte, lutter contre les déchets nucléaires, c'est lutter contre leur production, c'est lutter contre l'industrie nucléaire, contre un pouvoir autocratique qui la promeut sans état d'âme à des fins mercantiles, c'est lutter contre un néolibéralisme qui, paradoxalement, a besoin d'autoritarisme pour se maintenir.

J.F. le 23-6-09

Sources, entre autres :

- le Bulletin Info du CEDRA, mai 09
- la Haute-Marne Dimanche du 21 juin.

(1) Cela a abouti par exemple à la démission de son président Christian Bataille, le pro-nucléaire socialiste, père de la loi de 91, imposé par les présidents des conseils généraux de Meuse et Haute-Marne, alors que le CLIS étant une association 1901, son président devait être élu.

(2) Elle regroupe: l'APELN de Roches-Bettaincourt (52), l'ASODEDRA de Grand (88), la Q.V de Ville-sur-Terre (10), le CEDRA (52), le Collectif contre l'enfouissement d'Uckange (57), le Collectif Argonne de Braux-Saint-Rémy (51), le Collectif cantonal de Scrup (51), l'EODRA, les Sentinelles de Soulosse (88), Respirons Propre de Juzennecourt (52), Sauvons Aouze (88).

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n°186 (Juillet - Août 2009).

"Alternative Libertaire" coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement: 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Ni loi ni burqa

C'est reparti ! Après 2004 et la polémique sur le port du voile par quelques fillettes dans «l'école-de-la-République» sanctuarisée, c'est au port de la burqa que s'attaquent nos valeureux Jules Ferry d'aujourd'hui. La burqa. Les nuées du talibanisme menaceraient-elles l'Hexagone au point qu'il faille légiférer sur le sujet ?

Soyons sérieux... Combien de femmes et de jeunes filles sont-elles concernées par le port de la burqa et du niqab. Quelques dizaines ? Une ou deux centaines tout au plus ?

Évidemment, la burqa et le niqab sont indéfendables - quand bien même leur port serait «librement consenti». Ils sont le stigmate de la domination patriarcale extrême, la marque de la honte d'être une femme.

Libertaires, nous sommes viscéralement ennemis des religions, opiums des peuples. Nous combattons pour l'égalité, contre le sexisme et le patriarcat.

Mais une loi anti-burqa participerait-elle de ce combat ? Nous ne le pensons pas.

Bien au contraire, comme en 2004, elle ne ferait qu'encourager le port de la burqa et du niqab, qui subitement se verraient auréolés d'une valeur de «rébellion culturelle» contre le racisme anti-arabe de la République.

On ne libère personne contre son gré. Aux députés qui soudain se passionnent pour la burqa, nous disons : ne montrez pas du doigt une catégorie particulière de la population ; ne réduisez pas la question du patriarcat à ce si commode bout de chiffon.

Il faut agir pour la renaissance d'un mouvement féministe de masse, porter la question de l'égalité homme-femme dans le couple, au travail et dans la société ! Voilà les tâches qui attendent ceux et celles qui veulent lutter contre l'oppression.

Alternative libertaire,
1^{er} juillet 2009

Dernière minute

L'ANDRA a annoncé qu'elle avait retenu deux communes auboises parmi celles qui restaient candidates pour y lancer des forages géologiques. Il s'agit de PARS-LES-CHAVANGES, près du lac d'Orient, lieu touristique par excellence, et de la petite commune d'AUXON. Face à la détermination de la population et des élus du secteur, la municipalité de PARS-LES-CHAVANGES a retiré sa candidature.

Dans la commune d'AUXON, un comité de refus s'était formé à l'initiative d'une habitante. Une fois connu le choix de l'ANDRA, la fédération Grand-Est s'est mobilisée ; plus de 250 personnes présentes ont exigé le retrait de la candidature. La mobilisation est bel et bien lancée et il se dit que même le lobby des producteurs de Champagne fait pression à divers niveaux pour que les deux communes soient exonérées du futur empoisonnement du sous-sol.

Certes, en cas d'échec ici, le fossoyeur peut se retourner vers d'autres communes candidates - on notera au détour qu'il s'agit de petits villages et qu'ils sont situés - comme les poubelles de SOULAINES, de MORVILLERS, de BURES, en bordure de deux départements. Mais manifestement la fronde est partie et pas prête de s'arrêter. A suivre de près donc, d'autant que sur la question, la presse locale s'avère pour le moins discrète.

A propos du 'capitalisme vert' : réponse à Alain Bihr

par Michel Le Gris

Dans un de ses récents articles, paru dans le n° 204 d'ACC (mai 2009)⁽¹⁾, A. Bihr montre le caractère peu soutenable de l'idée, aujourd'hui assez en vogue, d'un "capitalisme vert". Son argumentation rappelle à juste titre la dimension d'abstraction et d'indifférence au monde qui caractérise la valorisation et la reproduction du capital, dimension bien établie par la critique marxienne de l'économie politique et généralement occultée ou ignorée par le discours écologique. Ce disant, il soutient toutefois qu'en regard de la gravité de la situation écologique planétaire, il convient aussi d'œuvrer pour que le capital puisse intégrer des normes écologiques.

Désastre total

Concernant la contradiction abyssale entre la logique de la valeur et toute forme de rapport écologique au monde, je ne puis être qu'en parfait accord avec ce que ce qu'il avance. J'ajouterais simplement qu'une telle contradiction, en germe dans le fait même de la plus-value, de la reproduction élargie et de l'accumulation infinie de capitaux voués eux-mêmes à l'accroissement, revêt aujourd'hui une dimension vitale et dramatique. Tout ce qui a trait à cette reproduction élargie et à la remise en circulation de capitaux surabondants constitue, au plan écologique, un véritable arsenal de bombes à retardement. Car, dans la crise récurrente qui le frappe depuis quarante ans, le capitalisme se trouve happé dans une spirale de fuites en avant technologiques de plus en plus dangereuses. Ce n'est plus seulement de manière existentielle et sociale que l'accumulation du capital est un désastre. Elle est un désastre total, auquel participe le retournement de ce que Marx appelait les *forces productives*, leur transformation en *forces destructives*, par le biais notamment d'une annexion *réelle* (et non plus simplement *formelle*) d'un large pan de la science moderne au procès de valorisation. Dans les secteurs *high-tech* de la recherche, le discours colonisateur de la valeur se confond totalement avec celui de la science. « Il y a plein de place en bas » disait déjà en 1959 l'Américain Richard Feynman, qui passe pour un des pères fondateurs de la recherche nanotechnologique, un des secteurs aujourd'hui stratégique de la technoscience moderne, à côté de la manipulation génétique du vivant et de la production d'énergie nucléaire. Tous trois ont en com-

mun le caractère secret de leurs opérations, la fuite en avant, la décision autocratique, la mise des populations devant le fait accompli, l'aspect au mieux dangereusement aléatoire de leurs conséquences ou effets imprévus, au pire irréremédiablement catastrophique.

Manipulation nano-techno

Pourquoi faut-il trouver de la *place en bas* ? Parce qu'il manquerait de l'espace vital plus haut ? Plutôt que d'espace vital, il s'agit de défricher de nouveaux champs d'activité pour la valeur, de manipuler la matière à l'échelle de la molécule et de l'atome pour semer le profit jusqu'en des terres restées vierges. On apprend aujourd'hui l'existence d'un trafic licite et soutenu étatique d'au moins 2000 nanoparticules industriellement fabriquées et insidieusement intégrées dans plus de 600 produits de consommation plus ou moins courante : peintures, textiles, composants électroniques, cadres de vélo, panneaux solaires et dont les effets sanitaires seront ultérieurement spécifiés par ce gigantesque laboratoire d'essai qu'est désormais la planète, ou simplement noyés le

temps qu'il faudra dans le fatras des pathologies industrielles et la mise en avant de boucs émissaires au goût du jour. « Les nanotechnologies font sans aucun doute partie de ces vagues technologiques qui, comme celle de la biologie synthétique, détermineront notre futur. »² écrit benoîtement un rapporteur d'Attac. Il faut donc s'y faire et réunir des « conférences de citoyens » pour faire passer la pilule et noyer le poison³.

A défaut de coloniser la Lune ou la planète Mars, il y a en effet plein de place en bas, dans un nanomonde longtemps laissé à lui-même, mais qui est en passe de s'intégrer dans le monde des marchandises et d'être annexé au champ de bataille pour les capitaux, partie du monde que l'on s'apprête donc à 'civiliser' ou plutôt à rendre dangereuse. Cette transformation de la force productive en son contraire, Marx l'avait d'ailleurs entrevue, mais à propos de l'agriculture seulement, lorsqu'il écrivait que l'exploitation capitaliste du sol fait courir le risque de son épuisement – la chose aura simplement été retardée, c'est-à-dire masquée par l'emploi intensif des fumures de synthèse, avec les conséquences que l'on sait pour les eaux souterraines,

la santé des végétaux, la qualité des aliments etc. Mais rétrospectivement, la vision de Marx à propos des sols concerne en vérité toute une biosphère que le capital, comme Bihr l'écrit par ailleurs, ne peut concevoir autrement que comme inépuisable réservoir (de matière première et d'énergie) et éternel dépotoir. Or matières et énergies s'épuisent, pendant que poubelles débordent et, plus grave encore, les mécanismes homéostatiques de la nature sont subvertis. Comme toutes les nouveautés lancées aujourd'hui sur la place publique, la manipulation nano-techno se présente bien entendu comme l'une des solutions à ce désastre, tout comme le bricolage génétique des semences agricoles fut promu, à la fin du siècle, comme remède à la question alimentaire. Pour ce dernier, il semblerait que l'imposture se dégonfle plus tôt que prévu.



Régulation verte ?...

Face à tout cela, que faut-il attendre d'une régulation verte du capitalisme? A mon avis, bien peu de choses. Sinon l'art de faire passer des vessies pour des lanternes. Un exemple emblématique vient de suite à l'esprit. Momentanément intoxiqué par les festivités du «Grenelle de l'environnement», j'avais cru un instant qu'envoyer vertueusement ma vieille caisse à la casse me vaudrait la récompense d'une prime! A quoi il me fut vite répondu que la dite prime n'était réservée qu'aux clients qui sacrifiaient à l'achat d'un nouveau véhicule – du genre bourré d'électronique et qu'on ne peut pas réparer soi-même.. –, bref, que *pour sauver la planète, il était indiscutablement urgent de fabriquer et de vendre de nouvelles bagnoles !* Et confortables et conviviales comme elles sont, l'éco-citoyen sera bien tenté de rouler davantage, puisqu'elles consomment moins, et en outre des bio-carburants, dont l'article de Bihr rappelle bien quelle effroyable monstruosité écologique ils constituent en vérité ! Des exemples de ce type abondent, comme celui de ces ampoules basse consommation que le ministre Borloo, lors du «Grenelle de l'environnement», serrait dans sa main comme un porte-bonheur et pour lesquelles des publicités d'EDF ont excité la population pour qu'ils en équipent leurs demeures, sans même attendre que les anciennes n'aient rendu l'âme! Ni attendre que la dite population ne soit éclairée quant au surcroît de pollution électro-magnétique qu'offrent ces nouvelles lumières; et aussi le risque d'intoxication par le mercure qu'elles contiennent. Le marché capitaliste n'étant jamais avare d'une solution nouvelle, lumineuse et rentable, une firme vient de mettre au point un nouveau modèle, apparemment purifié du problème électro-magnétique. Il ne reste donc plus qu'à s'équiper à nouveau ! Pour ne pas quitter trop vite le merveilleux monde nano, signalons encore

Je n'ai pas grand-chose à ajouter ou à retrancher à l'article de Michel Le Gris, qui complète parfaitement le mien sur des points que je n'ai pas pu ou voulu y aborder. Je tiens tout juste à préciser que, comme lui, je n'ai jamais pensé qu'une réappropriation communiste des moyens sociaux de production pouvait faire l'économie de transformer profondément ces derniers. La technique, toute technique, n'a rien de neutre : elle est toujours la matérialisation des rapports sociaux auxquels elle sert de support et de vecteur. Les actuelles techniques, y compris et surtout les plus sophistiquées, portent intrinsèquement la marque du capital, ne serait-ce que dans le fait qu'elles sont conçues pour être inappropriables par leurs usagers. C'est là un aspect – et non des moindres – de l'expropriation des producteurs (et des consommateurs) sur laquelle repose fondamentalement le capital comme rapport social.

Alain Bihr

ceci: «*La société Natural Nano (!) de Rochester, dans l'État de New York, propose de peindre ses murs avec une substance argileuse composée de nanotubes de silicium, d'aluminium, d'hydrogène et d'oxygène, afin d'arrêter les ondes nocives des téléphones portables.*»⁴ Soigner désastreusement le désastre – en l'occurrence électromagnétique –, c'est toujours produire de la valeur !

De la valeur à créer

Tout ceci m'amène à souligner, peut-être plus nettement que ne le fait l'article de Bihr, *qu'en regard de la guerre capitaliste planétaire qui ravage la biosphère, les "capitaux verts" sont dans le rôle de la reconstruction.* Le territoire étant dévasté, on va le réparer, et de façon rentable : dans un jeu de rôles où, pour que réparation rentable il y ait, il n'est pas non plus concevable que cesse, ou même régresse sensiblement la destruction rentable, le tout dans un déséquilibre écologique sur le fil du rasoir et dont on ne voit pas la fin, sinon sous la forme d'implosion catastrophique. D'ores et déjà, on sait, par exemple, que le dérèglement climatique, bien amorcé, ne pourra être jugulé; et l'instinct des affaires se dit que, quoi qu'il advienne, il y aura bien du grain à moudre et de la valeur à créer, ou à simuler. La spéculation boursière sur les échanges de permis à polluer en donne déjà une idée ! Et

pendant que les propriétaires du monde se partageront les profits de la destruction et de la reconstruction, les États inviteront les populations à méticuleusement trier les ordures⁵.

Il y a enfin un aspect du capitalisme tardif qui le rend particulièrement inapte à se muer en "capitalisme vert" ou simplement à s'auto-réguler écologiquement : c'est la *stratégie de l'obsolescence des marchandises* qui n'a cessé, depuis plus d'un demi-siècle, de s'accroître et dans laquelle l'industrie de l'informatique, avec ses stratagèmes de renouvellement de systèmes de lectures, de mises à jour incessantes des logiciels et d'incompatibilité d'appareils nouveaux avec les anciens, a développé une maestria que d'autres secteurs de la production industrielle rêvent d'ériger en norme! Si l'on considère que cette croissance de l'obsolescence est l'un des remèdes, ou palliatifs, que le système a inventé pour contenir le virus qui le ronge, la baisse générale de rentabilité toujours menaçante («*la baisse tendancielle du taux de profit*»), elle est tout sauf un trait qui puisse facilement s'amender. Elle est consubstantielle au capitalisme actuel.

A mon sens, il n'y a pas grand-chose à attendre du côté de ces écologistes mutants, pour qui toute réalité vivante n'apparaît déjà plus que sous les traits d'un disque dur et qui projettent l'informatisation totale de la vie quotidienne. Ils peuvent certes promouvoir des améliorations ponctuelles, favorables à certains secteurs 'verts' du capitalisme, lesquelles seront toujours rapidement amorties par d'autres pollutions ou destructions qui surgiront en amont ou en aval.

Des perspectives ?

Tout cela, pensera-t-on sans doute, n'est pas très encourageant et n'ouvre guère de perspectives. Tentons d'en ouvrir une quand même. Ces dernières années, sur le continent américain notamment et dans de grandes agglomérations touchées de plein fouet par la crise et la désindustrialisation, des populations ont fait renaître, sur de grands espaces tombés en friche, d'importantes agricultures urbaines. C'est par exemple le cas à Rosario en Argentine et à Detroit

Dans le cadre de la 6ième édition de la foire bio-éco à Lure (Haute-Saône)
venez entendre et débattre avec Alain Bihr sur le thème
"Le capitalisme vert est-il possible ?"

le samedi 29 août 2009 à 16 H 30

à LURE au centre culturel François Mitterrand - Place de la Libération

et au même endroit,

le dimanche 30 août 2009 à 15 H

diffusion du film "HERBE" de M. Levain et O. Porte

suivi d'un débat avec Jean Yves Griot

du réseau agriculture durable sur le thème

"Pour une agriculture durable"

Le massacre de l'Amazonie

aux USA. Loin d'être purement agricole, le fruit de ces initiatives, dans un contexte de solitude et de décomposition des liens sociaux, s'avère aussi être humain et social. Que les autorités locales cherchent à les encadrer ou projettent de les exproprier, c'est évidemment dans l'ordre des choses. Mais, dans un monde qui la rend si difficile, c'est, à mon sens, une réaction vitale du plus haut intérêt.

L'un des plus mauvais coups que le capitalisme aura infligé au monde et notamment aux populations asservies est sûrement *la mutation technologique effectuée au cours du XX^e siècle, laquelle aura fini par changer la nature et le sens de l'héritage technique du capitalisme*, celui dont hériterait une humanité qui parviendrait à se défaire de cette organisation sociale. Un temps durant, les théories du dépassement du capitalisme – toutes tendances confondues ou presque – ont vécu sur le schéma de *la réappropriation de cette base technique du capitalisme et de l'expropriation des expropriateurs – c'est-à-dire des capitalistes*. Or cet héritage technique est aujourd'hui passablement gangrené, tant au plan écologique que politique: accumulation de *moyens dangereux* pour des *fins pernicieuses*, le plus souvent hostiles à toute forme de liberté qui soit. Dans le capitalisme tardif, cette *expropriation technologique* vient s'ajouter à l'expropriation économique et sociale du capitalisme originelle.

C'est en regard de ce contexte – brièvement évoqué – qu'il faut remarquer la portée vitale d'initiatives spontanées comme celles tentant d'installer une agriculture urbaine. Car de telles formes de réappropriation s'en prennent autant à l'aliénation sous son aspect économique-sociale que technologique. Des reprises de cette sorte vont bien au-delà des combats et conflits que faillites, fusions ou délocalisations suscitent à juste titre. Mais les victimes de ces avanies sont souvent contraints de défendre une production d'un intérêt humain limité voire franchement nuisible – pneus de bagnole, électroménager obsolète, fabrique d'aliments chimiques, etc. Comparé à l'époque où fut conçu la critique de l'économie politique, l'actuelle ne peut plus s'en tenir à l'idée d'une simple reprise sociale de l'appareil technique, mais doit imaginer des formes de réappropriation qui soient à la hauteur d'une aliénation parvenue à sa forme totale.

Michel LE GRIS

¹ Il sera offert à tout nouvel abonné

² Lignes d'Attac n°74, avril 2009.

³ Tous les comités et agences de santé publique ayant récemment remis un rapport sur les nanoparticules ont confirmé leur dangerosité, celle dénoncée dès 2003 par les auteurs de la revue *Aujourd'hui le nanomonde* (disponible sur www.piecesetmaindoeuvre.com). Sont notamment visés les nanotubes de carbone, d'ores et déjà présents dans des objets courants comme raquette de tennis, vélos, voitures, appareils électroniques. Mais le capital s'est emparé du nanomonde et le considère comme un espace vital pour la relance économique, pour la "croissance verte" (économie de matériau et d'énergie), pour la poursuite d'une valorisation qui ne peut plus se passer de recours aux dopants toxiques. Comités d'éthique, de prévention, de précaution ou pas, le capital s'est de toute manière accaparé la chose et n'est pas prêt de la restituer. L'État non plus. Dans un communiqué du 7 mai 2009, les ministres Lagarde et Péresse ont demandé au CEA « de faire de la micro-électronique et des nanotechnologies une priorité de son prochain contrat d'objectifs de 2010 à 2013 » (mentionné dans *Aujourd'hui le nanomonde* n°15). Il ne reste donc plus qu'à "réguler", "sauver la recherche" et "informer" l'aimable clientèle par une contre-étiquette mentionnant la présence de molécules inflammatoires, mutagènes et cancérigènes.

⁴ Pièces et Main d'oeuvre, *Aujourd'hui le nanomonde*, Ed. L'échappée, page 26.

⁵ « Désormais les logiciels techno-administratifs tracent nos ordures afin d'optimiser la gestion de nos vies. De plus en plus de villes et d'intercommunalités pucent les poubelles de leurs administrés et équipent leurs camions-bennes de lecteurs. A chaque collecte, la poubelle est scannée et l'éboueur classe vos ordures en pressant un bouton : bien trié, mal trié, refus de collecte (pas trié). Éventuellement les mauvais trieurs reçoivent la visite de conseillers en comportement écocitoyen. Quelque part dans le système, l'ordinateur stocke jour après jour vos habitudes avec vos poubelles. » (*Aujourd'hui le nanomonde* n°15 page 5). Vecteur de la valeur marchande, outil de la surveillance administrative et policière, les hypertechnologies sont bien le tout en un de l'aliénation.

Après 3 années d'enquête détaillée au cœur de la filière de l'élevage brésilien, Greenpeace publie un rapport en forme de réquisitoire contre ce qui est le 1^{er} moteur actuel de la déforestation au Brésil et dans le monde. Ce rapport démontre l'urgence d'actions – à tous les niveaux - sur la filière bovine brésilienne pour préserver la forêt amazonienne et le climat.

L'élevage brésilien : 1er criminel forestier et climatique en pleine expansion

L'élevage est en effet responsable de 80% de la déforestation amazonienne, ce qui représente 14% de la déforestation annuelle de la planète. La destruction progressive de la forêt amazonienne, par abattage et brûlis, fait du Brésil le 4^{ème} émetteur mondial de gaz à effet de serre. Le pays possède le plus grand cheptel commercial du monde. Il est le premier exportateur mondial de bœuf et de cuir et son gouvernement entend voir sa part sur le marché mondial doubler d'ici à 2018. « Mais cette expansion se fait sur l'avancée des frontières de la déforestation où les éleveurs profitent d'un manque patent de gouvernance », explique Grégoire Lejonc, chargé de campagne forêts chez Greenpeace France.

Le gouvernement brésilien supporte l'élevage et légalise la déforestation illégale

Le gouvernement brésilien a lui-même une attitude plus qu'ambiguë vis-à-vis de la préservation de la forêt amazonienne et du climat. D'un côté, le président Lula a annoncé récemment un plan d'action contre le changement climatique qui doit voir ce pays réduire de 72% le déboisement illégal d'ici 2018. « Or, ce rapport prouve clairement que 90% de la déforestation annuelle en Amazonie est illégale tandis que des lois régularisant de facto des terres accaparées illégalement pour l'élevage ont été adoptées récemment », explique Grégoire Lejonc. « Le gouvernement est l'un des principaux bailleurs de fonds et actionnaires du secteur de l'élevage en Amazonie, ce qui fait de lui un véritable promoteur de la déforestation amazonienne », poursuit-il.

Le tour du monde des marques complices indirectes de la déforestation

Au bout d'une filière complexe, Greenpeace a pu remonter jusqu'aux produits de l'élevage et donc de la déforestation amazonienne. Du cuir des baskets Nike, Reebok ou Adidas, aux produits Louis Vuitton ou Gucci en passant par la viande des plats préparés servis sur le réseau SNCF, ou les produits commercialisés par Carrefour ou Casino au Brésil, le rapport fait un véritable « tour du monde » des marques impliquées indirectement dans la déforestation amazonienne. Répondant à l'interpellation de Greenpeace, nombre de ces marques déclarent ne pas avoir connaissance de l'implication de leurs fournisseurs dans la déforestation. « On a affaire à une filière aveugle et tentaculaire. Nous appelons toutes les entreprises impliquées à moraliser leurs approvisionnements », conclut Grégoire Lejonc.

Qui, dans les instances dirigeantes de la CGT a donné l'ordre d'agresser les Sans papiers ?

Que l'on consulte les articles du *Monde* ou ceux, plus alambiqués, de *l'Humanité*, ou que l'on se réfère au communiqué de la Coordination des Sans Papiers, l'agression préméditée pour déloger les Sans papiers de la Bourse du Travail ne connaît qu'un seul qualificatif : infamie.

Que disent les faits (et la question qui suit) Qui a organisé cet acte odieux ?

Mercredi 24 juin, sur les 800 Sans Papiers, 600 étaient partis manifester place du Chatelet pour obtenir leur régularisation. Les 200 restants, surtout des femmes et des enfants, ont brusquement été agressés par 100 (ou 40) nervis, armés de bâtons et de bombes lacrymogènes. Il était 11h30 (ou 12h30) lorsque le gazage a commencé, l'air devint vite irrespirable. Dix minutes plus tard (!) la police est sur les lieux : sans ordre de réquisition de la Mairie de Paris propriétaire des lieux, elle finit le travail d'évacuation ... Les Sans Papiers, sans toit, sur le trottoir au milieu de matelas, de vêtements et d'ustensiles de cuisine. Déterminés, ils restent sur les lieux de ce campement improvisé, tout en étant encadrés par une quinzaine de fourgons de police et de CRS.

Les Sans Papiers qui luttent depuis des mois pour obtenir la régularisation de 1 300 d'entre eux, pensaient qu'au sein de la Bourse du Travail, avec la CGT, ils pouvaient compter sur la solidarité de la CGT et se pensaient en sécurité. Ils pouvaient se référer à la résolution du 48ème Congrès de la CGT exigeant la régularisation de tous les Sans Papiers. Y a-t-il eu un deal avec Hortefeux pour ne régulariser que ceux qui en grève avaient un travail répertorié ? Contrairement à la Coordination, pour certaines instances de la CGT, il n'était pas question de s'attaquer aux patrons négriers et au travail dissimulé. Comment s'est opérée la coordination avec le Ministère de l'Intérieur ? Pourquoi les quelques nervis encagoulés ont-ils été relâchés ? Les explications d'un dénommé Picard, responsable de l'UD CGT en disent long sur ce triste personnage et quelques autres. Se réfugier à la Bourse du Travail pour organiser la mobilisation des Sans papiers, ce n'est « qu'un squat », le propriétaire ne proteste pas, mais les locataires (la CGT) fait évacuer manu militari les travailleurs les plus précaires alors même que sa vocation est d'organiser la lutte et d'unifier les différents composantes de la classe ouvrière. Et les lâches lamentations hypocrites n'y changeront rien : « ils auraient dû occuper le Medef », « d'ailleurs on n'a pas fait appel aux forces de l'ordre pour éviter les arrestations », et de clamer que la CGT, avec brutes encagoulées, serait « en première ligne pour la régularisation des Sans papiers ».

Pour l'honneur de la CGT, ce sont ceux qui ont prémédité, organisé cette évacuation d'une brutalité inouïe qu'il faut expulser de la CGT.

Avec RESF, avec tous ceux qui à la CGT manifestent leur accord avec la régularisation de tous les Sans Papiers, Pour qu'en pleine crise soit organisée l'unité des précaires, des licenciés, des travailleurs qui ne veulent pas payer la crise, il faut manifester la condamnation sans équivoque de ceux qui ont organisé la répression contre les Sans papiers le 24 juin dernier.

Gérard Deneux – militant à la CGT – Président des Amis de l'Emancipation Sociale, le 3 juillet 2009

La non-solidarité ouvrière et syndicale

Bourse du travail, mars 1938 : « *J'ai honte de ceux dont je me suis toujours sentie le plus proche. J'ai honte des démocrates français, des socialistes français, de la classe ouvrière française* ». Poursuivant, l'auteur des lignes ajoute à propos des ouvriers : « *Depuis des années, ils voient leurs compagnons de travail nord-africains souffrir à leurs côtés plus de souffrances qu'eux-mêmes, subir plus de privations, plus de fatigues, un esclavage plus brutal* ». « *Ya-t-il beaucoup d'hommes, parmi les militants ou les simples membres de la SFIO et de la CGT, qui ne s'intéressent pas beaucoup plus au traitement d'un instituteur français, au salaire d'un ajusteur français, qu'à la misère atroce qui fait périr de mort lente les populations d'Afrique du Nord ?* ».

Ainsi s'exprimait la philosophe Simone Weil, qui dénonçait les positions des partis politiques et de syndicats du mouvement ouvrier relativement aux colonies de la République impériale et aux travailleurs « indigènes » présents en métropole. Victimes de dispositions discriminatoires et racistes dans les territoires d'outre-mer dominés par la France, ceux qu'il faut appeler « les colonisés-immigrés » subissent alors dans l'Hexagone une exploitation et une oppression spécifiques trop souvent inaperçues ou tenues pour secondaire par ceux-là mêmes qui prétendent défendre les « *intérêts matériels et moraux* » de tous les prolétaires. Quant à la « *solidarité ouvrière* », elle n'est qu'un mythe, affirme Simone Weil.

24 juin 2009. La commission administrative de la Bourse du Travail à Paris, composée de représentants de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'Unsa et de Solidaires, publie un communiqué pour saluer la « *libération* » de ce lieu – c'est le terme employé, dévoyé serait plus juste – par des militants de la CGT. Libéré de qui ? Des centaines de sans-papiers qui y vivaient dans des conditions précaires depuis le 2 mai 2008 et empêchaient les réunions des « *salariés* », comme on peut le lire dans le même texte qui dénonce aussi « *une sorte de prise en otage* ».

Remarquable rhétorique qui n'a rien à envier, du point de vue des arguments et du vocabulaire utilisés, à celle du Medef ou du gouvernement lorsqu'ils sont confrontés à des situations voisines. Pour rétablir l'ordre dans les entreprises, par exemple, aux aussi affirment agir au nom de la liberté bafouée par des activistes irresponsables. Libéré de quelle manière ? Par la violence, de nombreux témoignages concordants le prouvent, et l'appel aux fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, comme le reconnaît le secrétaire général de la commission précitée, Edgar Fisson, membre de la CGT. En effet, alors que « *l'évacuation* » était en cours – admirons une fois encore la délicate euphémisation du langage employé pour désigner ce qui doit être considéré comme une expulsion conduite manu militari – il s'est adressé au maire de Paris pour obtenir l'intervention de la « *police* ».

Adéquation des discours et des pratiques qui transforment les victimes de la politique xénophobe aujourd'hui mise en oeuvre par l'Etat en adversaires stigmatisés qu'il faut combattre et jeter à la rue en couvrant cette ignominie d'une phraséologie empruntée à la défense des salariés et de leurs organisations syndicales. La CGT n'est pas seule en cause. Toutes les confédérations syndicales, qui observent aujourd'hui un silence bruyant, de même les partis de la gauche parlementaire, qui n'ont pas jugé nécessaire de dénoncer cette action perpétrée à la Bourse du Travail, sont concernés.

Bavure, comme certains l'affirment ? C'est oublier un long passé, celui rappelé par Simone Weil, et un long passif qui a vu, au début des années 80, certains applaudir la destruction par des bulldozers de l'entrée d'un foyer de travailleurs maliens à Vitry-sur-Seine, et la dénonciation publique de jeunes Marocains présentés comme des dealers par Robert Hue, alors maire de Montigny-les-Cormeilles.

Plus récemment, quant Manuel Valls, confronté à des « *populations de couleur* », déclare qu'il faut plus de « *Blancs* » dans la ville qu'il dirige – Evry -, peu s'en sont émus au Parti Socialiste, et nul dirigeant national, à notre connaissance, ne s'est précipité pour dénoncer ce discours. Au mieux l'indifférence, un mol soutien aux luttes des sans-papiers ou l'abandon à « *l'air du temps* » sécuritaire et xénophobe en espérant des jours meilleurs alors qu'une telle attitude conforte les préjugés et la stigmatisation dont sont victimes les étrangers en situation irrégulière notamment. Au pire l'exploitation partisane et syndicale des inquiétudes des « *Français* » comme disent les uns, des « *salariés* » comme disent les autres sur le dos de ces nouveaux parias que sont les « *clandestins* ».

Dangereuses dérives. Sinistre époque.

Olivier Le Cour Grandmaison – universitaire - auteur de "La République impériale. Politique et racisme d'Etat" édition Fayard

Travailler tue en toute impunité

La Fondation Copernic mène campagne depuis plusieurs mois sur le thème *“Travailler tue en toute impunité : pour combien de temps encore ?”* (voir ACC n° 202 – mars 2009). Vous pouvez signer un appel sur le site www.fondation-copernic.org. Dans le cadre de cette campagne, des témoignages sont diffusés, chaque semaine. *«Car si on entend sans cesse les chefs d'entreprises, les banquiers, les économistes d'entreprises, les experts auto-ordinaires des personnes ordinaires. Celles de nous tous !»* souligne la Fondation Copernic qui a fait circuler récemment des entretiens réalisés par Elsa Fayner – disponibles sur le blog <http://voila-le-travail.fr/> – qui montrent le travail «dans tous ses états», en laissant s'exprimer ceux qui l'accomplissent. Nous reprenons un de ces témoignages recueillis auprès de Paul (prénom modifié), mécanicien industriel, employé en intérim par des sous-traitants de l'industrie chimique, dans le même genre d'usine qu'AZF à l'époque de la catastrophe, alors qu'il avait 50 ans.

“Intérimaire, je connaissais les produits dangereux, sans pouvoir m'en protéger”

“La plupart du temps, j'étais embauché dans la même entreprise sous-traitante. Elle avait besoin d'intérimaires pour intervenir en maintenance dans les grandes usines chimiques de la région - toujours les mêmes finalement -, pour de petites révisions durant l'année, et, l'été, pour la grande révision annuelle, ou décennale. Dans ces cas-là, durant deux mois, l'usine s'arrête de tourner à 90%, et de nombreuses entreprises sous-traitantes interviennent en même temps.

Un travail dans l'urgence

Ça fait du monde, dans des pièces sales et poussiéreuses où il fait très chaud. Surtout, il faut faire vite. Car, pour remporter l'appel d'offres, l'entreprise sous-traitante a dû s'engager sur des délais courts, et il faut les tenir, sinon le donneur d'ordres peut nous virer du chantier. Alors on travaille dix ou douze heures par jour. Et on prend des risques. Quand on intervient en maintenance sur de la tuyauterie, par exemple, il faut d'abord la purger, et la nettoyer. Mais puisque c'est vite fait, parfois il reste du produit à l'intérieur. Ça peut être de l'acide, des produits gazeux, ou de la vapeur bouillante. Ça peut vous pêter à la figure, ou, pour la vapeur, vous brûler le visage.

J'ai vu des collègues à qui c'est arrivé. Ils sont partis à l'hôpital, et on ne les a jamais revus. Le problème, c'est que ça ne s'arrange pas : durant mes trois ans d'intérim, j'ai vu les délais se raccourcir. Chaque année, nous disposions d'une semaine de moins pour effectuer le même travail. Résultat : nous prenions moins de temps pour préparer le chantier, repérer les endroits qui pouvaient être dangereux.

Une formation pour la bonne conscience

Et il ne fallait pas compter sur la formation de quelques heures, dispensée à notre arrivée sur le site, pour nous aider. On nous projetait des films et des photos de travailleurs abîmés par les produits dangereux en circulation dans l'usine. Je me souviens du visage d'un homme dont la rétine s'était réduite à la taille d'une tête d'épingle. Ses yeux étaient blancs. Il avait pris un produit chimique dans l'œil. Le donneur d'ordre était en règle : il nous avait informés des risques encourus sur son site. Mais, ensuite, c'était à nous de nous débrouiller pour les éviter. Ce n'est pas facile, parce qu'il ne suffit pas de faire attention. Un collègue peut aussi nous blesser par mégarde. Les électriciens, qui travaillent en hauteur, par exemple, au-dessus de nous, peuvent laisser tomber un outil. Si on le prend sur la tête, ça va, on a un casque, mais sur l'épaule, ça peut la casser.

Des accidents camouflés

Or, quand on est intérimaire, il ne faut pas avoir d'accident de travail dans les entreprises donneuses d'ordres. Car celles-ci doivent comptabiliser les accidents et les jours d'arrêt, et mieux vaut qu'elles en aient peu. Du coup, quand un intérimaire se blesse, le sous-traitant le tire par les bras et les pieds pour le mettre à l'écart - comme dans les films -, l'embarque dans une camionnette, et déclare l'accident dans ses propres locaux. Et, si, à l'hôpital, vous commencez à dire la vérité, ce n'est pas la peine de venir chercher du travail chez ce sous-traitant par la suite. Vous êtes grillés. Or, quand on est mécanicien, en maintenance, c'est la seule possibilité de travailler dans les grands groupes de la région. Car ils se recentrent sur leur cœur de métier, et sous-traitent tout le reste : ils n'embauchent directement que des "opérateurs", qui surveillent, supervisent, mais ne mettent pas les mains dans le cambouis.

Du cambouis aux déchets.

Ou de la chimie à la nature

J'aurais d'ailleurs pu devenir chef d'équipe, ou chef monteur, si j'étais resté dans la mécanique, mais c'est le risque qui m'a poussé à quitter le secteur. La lassitude aussi. Et puis, l'âge venant, j'ai pensé que les agences d'intérim voudraient moins de moi dans la mécanique lourde. J'ai repéré dans le journal local une petite annonce pour une formation de gestion des déchets avec le GRETA. L'idée de travailler dans l'environnement m'a plu. Je fais beaucoup de montagne, j'aime la nature, je voulais d'ailleurs devenir agriculteur plus jeune. L'agence d'intérim a payé la formation. Je suis reparti à l'école à 50 ans... Il y avait une place d'employé communal. Je la voulais, c'était ma dernière chance. J'ai insisté auprès de la mairie. Aujourd'hui, je réceptionne les déchets, je les trie, je les transporte. C'est peinarde. Parfois, je me dis même que j'ai trop de vacances. Il y aurait tellement de choses à améliorer dans la gestion des déchets...”

Dans la revue "Les Mondes du Travail"

Annie THEBAUD-MONY (directeur de recherches à l'INSERM), auteure du livre *“Travailler peut nuire gravement à votre santé”* a contribué au lancement de la campagne de la Fondation Copernic. Avec Henri PEZERAT (ancien directeur de recherches au CNRS), elle a répondu aux questions posées par des animateurs de la revue *“Les Mondes du Travail”* (dans le n°7 - juin 2009 - 150 p qui peut être commandé contre un chèque de 15 euros à : *“Les Mondes du Travail”* Faculté de Philosophie, Sciences Humaines et Sociales, Chemin du Thil 80025 AMIENS cedex - www.llesmondesdutravail.net).

Ces chercheurs militants rappellent dans cet entretien leur engagement permanent sur les problèmes de santé au travail. Ils soulèvent concrètement des questions philosophiques et politiques sur le rôle du néolibéralisme, des institutions, des organisations, des syndicats et sur la "neutralité" de la Science; ils s'indignent: *“Un rapport de 2007 des Académie des Sciences et de Médecine est une honte pour la science !”*. Ils décrivent l'hostilité et les difficultés rencontrées dans toutes les recherches qu'ils ont effectuées, dans tous les collectifs qu'ils ont créés. Notamment dans la bataille de l'amiante dans laquelle, pendant des décennies, Henri PEZERAT s'est fortement engagé, y compris après sa retraite en 1993.

En annonçant le décès récent d'Henri PEZERAT, la revue *“Les Mondes du Travail”* a rendu hommage à celui qui *“aura été un des rares à jeter des passerelles entre le monde des ouvriers et celui de la recherche”*.

Les «*Continental*» : victoire à la Pyrrhus ?

Quand, au printemps dernier, quelques commentateurs des plus affûtés notaient qu'une des grandes satisfactions du pouvoir après deux ans de Sarkozysme était matérialisée par le retour du dialogue social, il était légitime de se poser la question de savoir si notre pays n'était pas composé de deux entités bien distinctes, à la manière de ces commerces chics, aux vitrines et surfaces d'achalandage avenantes et aux arrières boutiques nauséabondes, peu recommandables et dissimulées à la vue du client. Les récents conflits sociaux, assortis de séquestrations de dirigeants, de menaces de sabotage, ont marqué le craquellement du vernis de la devanture de la boutique France, les pestilences étant devenues impossibles à camoufler, malgré un enfumage répété et récurrent.

Le schizophrène discours d'un des plus zélés laquais du Président, au sujet de la restauration d'un «dialogue social» soi disant empreint d'une qualité retrouvée ne manquera pas d'illustrer notre propos. Voici ce que déclarait Xavier Bertrand alors ministre du travail, lors de ses vœux à la presse, le 13 janvier 2009. Notre joufflu de service dissertait alors sur la probité des «réformes de la cohésion sociale», conduites sous sa cardinale tutelle.

«Pour mener ces réformes le dialogue social est là aussi. Le dialogue social, comme la concertation, comme l'écoute de tous les acteurs. C'est pour cela que nous avons voulu moderniser les règles de notre démocratie sociale, notamment en faisant de l'élection en entreprise le principal critère de la représentativité syndicale. Avec une réforme: l'une des plus importantes depuis la Libération. Mais cette partie étant très peu conflictuelle, on en a très peu parlé. Cette partie ayant à se mettre en place sur des années, on en a très peu parlé alors qu'elle est une révolution en douceur des rapports sociaux dans l'entreprise mais aussi dans notre société.»

Pour notre bedonnant spadassin de la sarkozie ordinaire, nul doute que dialogue social pouvait rimer avec faire festin en compagnie des instances dirigeantes syndicales. A ce petit jeu, Sarkozy avait su se faire maître et la duplicité des hautes sphères représentatives du salariat n'avait pas manqué d'entretenir l'illusion. L'avorton présidentiel ne vit pas dans la réalité, ou plutôt fonde son action sur la création d'une réalité conforme à ses désirs, lubies et autres fantasmes, pouvant compter largement sur les multiples compétences à la trahison du microcosme des corps constitués.

Séquestrations et sandwiches pour managers «retenus» au travail.

Mais mettons à l'épreuve des faits les concepts fumeux développés par le baudet en chef de l'UMP. Le printemps dernier fut riche de conflits liés à l'émiettement de la croissance, qui s'achemine cahin-caha vers sa tendance négative et tend à provoquer la mise sur pied de plans de licenciements massifs par le patronat. Ces conflits ont clairement mis en relief une certaine radicalité dans les actions des travailleurs, certains managers ayant eu le plaisir de s'adonner aux joies du «jambon beurre pain mou», avalé fesse droite posée sur le coin du bureau, portable coincé entre épaule gauche et joue mal rasée. Certains de ces puissants décisionnaires provisoirement déçus, ce sont vus contraints de dormir sur leur lieu d'activité (ou de nuisance, c'est selon). De quel droit et au nom de quoi devrait-on passer une nuit sur son lieu de travail ? Ce traitement «inhumain», infligé à une catégorie socioprofessionnelle d'ordinaire choyée eu tôt fait de provoquer l'indignation du personnel politique, qui souvent condamnant, parfois comprenant, mais rarement soutenait les actions contestataires. Chez les leaders syndicaux, c'est l'embarras et le soutien du bout des lèvres qui prévalaient. Comme on le voit, ces actions salariales «mesurées» ont démontré l'excellence des débats entre «partenaires» et illustrent à quel point la confiance des masses laborieuses vis à vis des instances de pouvoir économique est grande. Le dialogue social semblait enfin remis sur la bonne voie. Tout le monde sait d'ailleurs que la représentation patronale est souvent prompte à écouter les revendications des travailleurs et ce depuis les brillantissimes initiatives de la «dream team» Sarkozy. Ceci étant posé, la mythologie ministérielle balayée d'un revers de main, le volet qui doit nous préoccuper le plus concerne la problématique des mouvements et l'attitude des entités syndicales qui y sont relatives.

Les Conti ou des victoires qui n'en sont peut-être pas

Le conflit des Continental doit être pris comme un cas d'école et synthétise à lui seul la crise majeure que traverse le monde du travail, notamment lors du déroulement des récents bras de fer sociaux. Nous avons certainement vécu avec cet épisode l'une des mutations cul-

turelles les plus importantes et qui concerne le positionnement syndical dans l'arène des luttes ouvrières. D'un syndicalisme défendant le maintien des emplois et de l'outil de production, l'amélioration des conditions de travail et l'acquisition de nouveaux droits, nous avons «gentiment» migré vers un jeu de négociation de primes de licenciements. Certes ces «largesses patronales» sont présentées comme les plus avantageuses qui soient, mais les suppressions de postes semblaient admises de tous et finalement «logiques», compte tenu d'un contexte économique défavorable. Il est vrai que les discours anxigènes des médias ont eu certainement pour effet de galvaniser les énergies en ce sens. Certains esprits «pragmatiques» objecteront qu'après tout, si les salariés souhaitaient que leurs représentants se cantonnent à ce rôle d'accompagnateurs de la déliquescence du tissu industriel, tout est pour le mieux. Admettons, mais cela n'enlève rien à la nécessité d'un débat sur



le contenu des luttes, leurs motifs et sur ce qui peut être interprété comme une régression idéologique majeure.

Finalement, il suffirait au patronat de sortir sa bourse, de jeter quelques pièces aux gueux et ainsi s'assurer à bon compte d'une certaine tranquillité sociale. Le subterfuge le plus efficace étant de ne pas lâcher les deniers trop précocement, dans le but de créer l'illusion qu'il en coûte au seigneur de céder aux volontés pécuniaires de la populace. Que reste-t-il de notre dignité et est-elle uniquement monnayable ? Se résume-t-elle à des mesures d'accompagnement en apparence avantageuses ? Quand on parle de victoire d'un collectif ayant su arracher habilement ses deniers aux patrons, ne pourrait-on pas donner une touche symbolique à l'événement en le plaçant sous le patronage de Pyrrhus ?

On eût aimé entendre le sentiment

des uns et des autres plus clairement sur ce sujet, plus particulièrement dans les sphères syndicales où on s'est manifestement contenté d'orienter les tractations sur le contentement premier des aspirations des salariés « remerciés ». Il est vrai qu'à quelques exceptions près, les sections syndicales n'ayant que bien peu à proposer et les directions ayant adopté un positionnement « raide », les négociations n'ont pu que s'orienter dans cette direction. Pour certains, l'euphorie risque d'être éphémère. Cette affirmation ne minimise en rien le travail des délégués et la mobilisation salariale, du point de vue de la détermination d'action. Et de prime abord, 50 000 €, un salaire jusqu'en 2011, une convention de conversion avenante, voilà un panier garni qui peut paraître alléchant. Cela pourrait même ressembler à un parachute doré (ou plutôt plaqué or). Mais demandons aux sidérurgistes devenus Schtroumpf chez Walibi ce qu'ils en pensent. La dignité d'un individu se résume-t-elle à un chèque et les Conti ne se sont-ils pas bradés ? Soyons clairs, l'objectif n'est pas de céder à un ouvriérisme antédiluvien et inadapté où à une quelconque mythologie prolétarienne totalement hors de propos et encombrée d'un sentimentalisme déplacé. Par contre, affirmer qu'on a assisté à une grande braderie reste une hypothèse parfaitement envisageable. En effet, si un rapport de force s'est établi en faveur du collectif de lutte durant la durée du mouvement, il a été dissout de facto au moment de l'obtention de mesures financières pseudo-avantageuses, les suppressions de poste étant entérinées de facto. Les miséreux ont touché leur pognon, et ils cesseront de compliquer l'existence à leurs ex-employeurs.

Les « yaka-faucon » de notre espèce n'ont sans doute pas tous les éléments nécessaires à l'appréciation des conditions de travail qui peuvent régner au sein d'unités de production telles que l'usine de Clairoix. « 50 000 € pour se tirer de cet enfer, c'est pas si mal, non ? » Cette phrase, on peut certainement l'avoir entendue (du moins dans une version approchante), prononcée par un Conti au détour d'une conversation entre collègues.

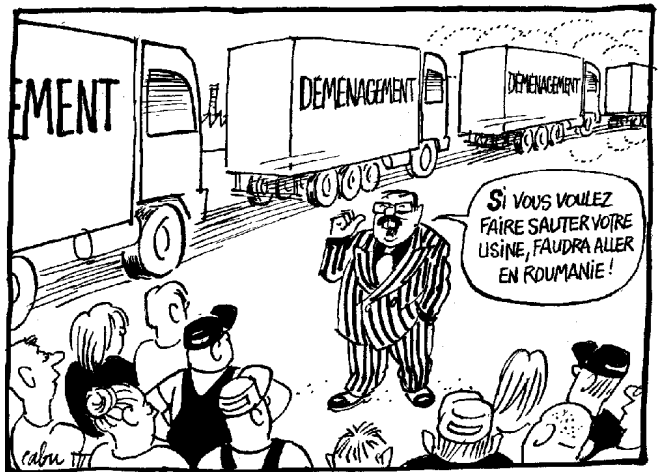
La désertion des tutelles syndicales

Au lieu de nous clouer le bec, le propos touchant au doigt l'existence de conditions de travail lamentables et de plus en plus coercitives nous permet de rebondir et d'aborder ce sujet. Sur ce point, accuser les militants syndicaux d'inaction sur le terrain est un raccourci simpliste et relève de l'analyse extrêmement parcelle. L'explication du phénomène tient d'abord à la pugnacité des combats idéologiques de fond, menés par les Services des Ressources Humaines des entreprises depuis le début des années 80 et à la

mise en oeuvre des techniques de management « modernes ». Ces actions ont eu pour conséquences majeures de valoriser les « nécessités de croissance de la productivité », au nom de la sacro-sainte compétitivité, « fatalement nécessaire » dans un contexte généralisé de dumping social mondialisé où des travailleurs chinois, ou d'autres pays dits émergents, ont été mis

directement en concurrence avec des salariés européens, au prétexte de la libéralisation de l'économie. Il est indéniable que les propositions de riposte à ce travail de sape n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Doit-on y voir une des conséquences de la séparation des sphères syndicales et politiques ? Certainement, et le patronat, lui, ne s'est pas dispensé de pratiquer cette conjonction d'intérêt entre l'économique et le politique. L'idéologie ultra-libérale était le principal moteur de cette intoxication. Les syndicats, laissant le terrain libre en ce domaine, incapables de mobiliser les troupes et souvent jouant le jeu au prétexte d'apparaître comme une entité « constructive », ont ainsi permis l'ingestion du venin par les salariés. Les mesures d'augmentation des cadences, d'accroissement des contraintes de production, de négociations intra-entreprise des horaires hebdomadaires (passage aux 40 heures payées 35) ont tout naturellement contribué à l'avènement de cet « enfer professionnel », d'où beaucoup cherchent aujourd'hui à s'extirper, quoi qu'il en coûte. Un plan social pouvant même constituer un moyen de mettre un terme à ces souffrances morales et physiques. Il apparaît ensuite difficile aux syndicats de faire autre chose que de l'accompagnement social lors de la mise sur pied de plans de licenciements massifs, le terrain ayant été laissé vaquant durant des périodes où une implantation empreinte de détermination à la lutte aurait été nécessaire. L'inversion de tendance s'est avérée impossible et il ne pouvait en être autrement pour les organisations représentatives que de gérer le « sauve qui peut » généralisé.

50 000 €, pour quoi faire ? Ouvrir un bar tabac, rembourser par anticipation le crédit du pavillon, faire l'acquisition du dernier 4x4 à la mode ? 50 000 € pour 's'embourgeoiser' provisoirement, se donner un peu d'air pour quelque temps et après ? Le site Continental clos, que restera-t-il de Clairoix ? Si une usine est souvent un lieu d'aliénation collective, il n'en reste pas moins qu'elle peut constituer un catalyseur de lien social. L'Histoire ouvrière ne fait que le démontrer. L'avènement de ce terreau favorable à la



prise de conscience restait bien entendu lié à la mise en oeuvre d'un contexte militant fort, à la conduite d'un travail émancipateur puissant et d'une volonté féroce de voir les travailleurs intéressés et impliqués à produire une contre-idéologie tenant la dragée haute à celle du patronat dominateur. Cette tâche, peut-on affirmer qu'elle constitue aujourd'hui la texture ordinaire des politiques d'action des syndicats au sein des entités de production ? Certainement pas et c'est cette ardoise que les salariés paient et vont continuer à payer. La coquille vide est en train d'exploser et c'est un diagnostic partagé par les militants des entreprises qui se sont sentis lâchés par les tutelles nationales, autorités égarées dans leurs démarches réformistes et cultivant la collaboration de classe au prétexte d'apparaître comme des interlocuteurs qui comptent au sein de la fantasmagorique construction qu'est le dialogue social à la sauce Sarkozy-Bertrand-UMP. Les heures qui s'annoncent vont être sombres. Le printemps 2009 aurait pourtant pu constituer une aubaine pour le monde du travail et des luttes et ainsi l'autoriser à refaire son retard idéologique sur le pouvoir économique. Les mouvements sociaux printaniers pouvaient sans aucun doute être un moyen de fédérer les énergies. Au lieu de cela, le trio infernal Thibault-Mailly-Chérèque a joué l'obstruction, préférant fayoter et se valoriser auprès du despote « nanique » élyséen et ainsi faire démonstration de sa capacité à garder la main. Ils sont ainsi apparus de manière illusoire comme incontournables, reconnus (hypocritement) du pouvoir (et non des travailleurs) et n'ont rien fait, (ou si peu). Ces trois là aiment les « bon-points » et les sucreries et gros et gras qu'ils sont, ont du mal à se remuer. Taper dans la gamelle est moins fatigant qu'haranguer les foules.

Ils sont insupportables et sont des contributeurs patentés à la maigreur des résultats. Les charrettes s'accumulent, le Pôle Emploi croule sous les dossiers des nouveaux arrivants et nous en sommes à regarder passer la caravane du Tour de France. La faute en incomberait-elle aux travailleurs, aux militants syndicaux ? Principalement non ! Le travail n'a pas été fait, la compromission de classe ayant

été la balise principale de la stratégie des grandes centrales syndicales, les quelques foyers radicaux de lutte se sont mués en centre de négociation et de valorisation pécuniaire de la dignité des travailleurs, faute de la mise sur pied d'un travail militant de fond et d'une politique radicale soutenue et encouragée sans ambiguïté au niveau national.

Dignité à vendre et suicide au gaz

Alors que nous devrions être au coeur d'une effervescence sociale conséquente et riche, le prolétariat navigue sur les eaux troubles de la crainte et du repli sur lui-même. Les journalistes interrogent des salariés d'Amora hébétés, perdus, hagards. Sur d'autres sites, la bouteille de gaz est devenue l'outil ultime et dérisoire de l'affirmation de l'existence du dernier carré de grognards en lutte. On pourrait se réjouir d'identifier une composante radicale à ces actions. Il est pourtant clair que le désespoir reste le principal carburant de ces manifestations, menées qu'elles sont par des travailleurs n'ayant plus rien à perdre et n'ayant visiblement pas de perspectives d'avenir enthousiasmantes à envisager. A l'aune de ce que nous suggérons plus haut, seule une attitude masochiste pourrait amener les salariés à défendre des emplois dégradants et dégradés, au sein d'entités de production devenues invivables. C'est là la composante subversive de ces conflits. Cependant, la médaille possède un revers et non des moindres. Ce revers est incarné par le refus de la part des salariés d'oeuvrer dans l'action à la préservation de leur emploi et leur usine. Une solution pérenne à cette situation dichotomique ne peut s'affranchir d'une reprise en main de l'outil de production par les travailleurs eux-mêmes. Cette initiative autoriserait la création d'une démarche où le prolétariat redeviendrait maître de son destin. Se poser ensuite la question de savoir si les grandes centrales syndicales envisagent la suite des événements sous cet angle, rien n'est moins certain.

Nombre de commentateurs se livrent à des analyses du phénomène «gazier». On suppose que la situation est devenue incontrôlable pour le gouvernement et les syndicats. Le désespoir du salariat fait vendre de la paperasse et garnit le PAF. Mais qu'en est-il de la fierté et de la conscience d'appartenance de classe ? Si la monétisation généralisée perdure, ce seront des reliques du passé et les apparatchiks réformistes du syndicalisme français en seront pour partie responsables.

Nous nous permettrons donc d'imputer les conséquences de cette «désertion des idées» presque généralisée à ces «casseurs de consciences». Nous avons perdu le sentiment d'être les acteurs de notre histoire et ce, grâce à l'immobilisme récurrent des appareils de direction syndicaux. La messe est dite et rien n'est plus à démontrer sur le sujet. Ce printemps 2009 aura permis de faire un état des lieux précis de la situation. La conversion inconditionnelle à la «réforme» des grandes centrales syndicales, outre le fait de n'avoir permis aucune avancée significative quant à l'amélioration de notre condition n'a fait que nous inscrire dans une course folle qui nous mène de défaites en défaites, de régressions en régressions.

Le concept du «socialement correct», prôné par ce syndicalisme ventripotent a autorisé le capital à entamer sa propre mutation. La barbarie sociale du moment ne trouve que bien peu de résistance face à elle. L'éclatement du tissu de production, la fadeur contestataire des derniers rassemblements populaires des 29 janvier, 19 mars et 13 juin derniers autorisent le patronat à penser qu'il pourra enfoncer le clou. La liquidation de pans entiers de l'industrie se fait sur le dos des travailleurs. Les survivants verront leurs cotisations salariales croître, les retraités leurs pensions ratiboisées alors qu'un patronat arrogant continuera à se voir octroyer des faveurs toujours plus larges de la part du pouvoir. Ces facilités seront mises en place sous formes d'exonérations de cotisations destinées à encourager la «création de richesses» ou à grands coups d'aides publiques de toutes sortes. De cette politique schizophrène, que pourront nous en dire Chêrèque et consorts ? Quelle explication fumeuse pourra nous donner le réformisme syndical quant à l'avènement de ce brillant résultat, sinon son incurie lamentable ?

Comme nous le disons souvent, la riposte ne pourra qu'être brutale de notre part. C'est un scénario de non retour social qui pointe à l'horizon. La crise autorise le grand ménage. La liquidation des «canards boiteux» de l'économie est en marche. L'intoxication médiatique et gouvernementale au sujet de la crise autorise la conduite d'une politique de «destruction créatrice», au bénéfice d'une classe possédante bien déterminée à rebondir et créer un nouveau rapport de force largement en sa faveur. Elle va en profiter pour redéfinir l'ensemble des modalités de gestion des rapports sociaux, la flexibilité croissante et la destruction du code du travail constituant les pierres angulaires de ce nouvel édifice. Une nouvelle ère de sous-prolétarisation du salariat est en phase de gestation. Ce projet empreint d'arrogance n'a pu être envisagé que grâce à la capacité de compromission des grands leaders syndicaux, Il devient donc clair que l'opposition la plus probante à l'aboutissement de ce scénario délétère passe par «l'autonomisation des luttes» et surtout leur redonner un contenu idéologique révolutionnaire.

Hervé COUPERNOT

-14-

La novlangue néolibérale Rendre visible l'invisible

Sans qu'on sache qui nous l'a envoyé, on a reçu par internet un petit chef d'œuvre de subversion. C'est présenté sous la forme d'un plan de métro : une cartographie partielle – libre à chacun de l'agrandir - des méandres où nous ballade la rhétorique néolibérale. Un réseau de galeries invisibles où pourrait bien s'être égarée la vieille taupe ! (voir notre édito)

Petite visite, guidée, à l'aide de la boussole des découvreurs de ces souterrains libéraux :

«Prendre le train des réformes, créer du lien social, définir de nouveaux projets de relance de la croissance en synergie avec les partenaires sociaux et en privilégiant le dialogue social aux blocages et aux prises en otages inacceptables de la part d'une frange toujours plus radicalisée de l'ultra gauche. etc... Cette rhétorique envahit tous les esprits et les médias, son omniprésence impose un mode de pensée et surtout une nouvelle forme de gouvernementalité.

Le vocabulaire est le véhicule de la pensée, celui qui maîtrise les mots maîtrise le raisonnement.

Supprimer du vocabulaire des mots qui permettent de critiquer le système en place permet de supprimer la contestation. [Exemple : en supprimant du lexique courant le terme d'exploité, on supprime celui d'exploiteur. Quand on remplace l'exploité par l'exclu, on se retrouve sans ... exclueur.] Et l'exclu sans exclueur doit chercher en lui-même les raisons de son exclusion.

La pratique et l'intérêt de la novlangue est d'incliner la façon de penser le monde et surtout de le représenter. Le but de [cette cartographie] est de rendre visible l'invisible. La novlangue de se voit pas, mais elle pénètre les esprits, modifie les représentations et les aspirations. Cartographier cette langue grâce à un «réseau» de concepts permet d'en appréhender l'étendue, ses ramifications, ses connections et peut-être ses lacunes. (...). La langue néolibérale est le produit d'une «rationalité politique» nouvelle, une nouvelle gouvernementalité comme le dit Foucault. Elle est la «conduite des conduites», elle permet d'imposer des normes de comportements et de conduites mais sans la domination. Cette façon de penser le monde est véhiculée par les discours et la rhétorique néolibérale. C'est pour cela qu'il est important de voir les chaînes qui nous entraînent.»

En parallèle à cette carte étonnante, une bande son est fournie. Allez-y voir et écouter ! C'est sur :

<http://pagesperso-orange.fr/arterroriste/>
le blog de l'**art erroriste**, à prononcer en un seul mot.

Rencontres et lectures à contre courant

A propos de la crise et de ses analyses

Depuis quelques mois se poursuit un débat sur la nature de la phase actuelle de la crise du capitalisme, auquel ont notamment pris part Alain Bihr, François Chesnais, Michel Husson, Charles-André Udry, etc. Outre différents aspects de cette crise, les contributions à ce débat sont l'occasion de revenir sur les textes classiques de Marx (et d'autres). ACC a publié deux textes («*Sur la crise*» : *A la croisée des chemins*(1) dans le n° 199 et *Le triomphe catastrophique du néolibéralisme*(2) dans le n°200) qui ont contribué à lancer le débat, mais ne peut se proposer de publier tous les textes en question. Nous incitons ceux de nos lecteurs et lectrices que cela peut intéresser à les consulter en ligne sur le site <http://www.alencontre.org/> où ils sont tous disponibles.

Fakir

Fakir ne paraissait jusqu'ici que dans la région d'Amiens. Il est désormais diffusé nationalement, dans presque tous les kiosques. «*Fâché, avec tout le monde ou presque*», il est dirigé par François Ruffin et paré d'une équipe d'une dizaine de journalistes passionnés. Plein d'enquêtes et de reportages savoureux, le n°41 (été 2009) de Fakir contient un dossier sur les Caisses d'Epargne : «*Comment l'Ecureuil a bouffé vos noisettes*». La Caisse d'Epargne, cache en fait un animal hybride, une chimère qui a les sourcils de DSK, le nez de Charles Milhaud, des euros dans les yeux... mais les poches vides. La revue électronique Bakchich, en bon partenaire de Fakir, propose sur son site quelques extraits du dossier consacré à l'écureuil devenu fou (<http://www.bakchich.info>)

Dans le même numéro, pour mieux tirer des leçons sur la crise présente, Fakir a interrogé l'économiste François Morin qui, recruté comme conseiller technique en 1981 a vu de l'intérieur comment Mitterrand et ses camarades ont nationalisé le crédit, «parce qu'il fallait faire quelque chose». Le processus une fois lancé, autant Matignon que l'Elysée ont freiné. Il ne fallait pas toucher à Lazard, quand même!...

Abonnement pour 10 numéros de Fakir (à envoyer à l'association Fakir, 21 rue Eloi Morel 80000 AMIENS) : 25 euros (soutien 40 euros). Retrouvez plus d'infos sur le site www.fakirpresse.info

Les grandes luttes de la France ouvrière

Michelin à Clermont, le Joint français à Saint-Brieuc, Renault à Billancourt, Lip à Besançon, les mines aux quatre coins de tréfonds, les hauts-fourneaux de Lorraine et les chantiers de Saint-Nazaire sont autant d'étapes de la longue marche ouvrière en France.

La grève, à laquelle répondent d'abord les fusils, arrache une à ses conquêtes; c'est une parenthèse démocratique dans l'usine autoritaire, et bien au-delà : jusqu'en 1945, les seules femmes à voter sont les ouvrières, qui s'expriment sur (et par) la grève. Apanage des travailleurs qualifiés, elle met ensuite en mouvement les nouveaux prolétaires, paysans déracinés, femmes ou immigrés.

Des formes d'organisation s'inventent au fond des ateliers, des rêves cristallisent pour un temps plus ou moins long : la "mine aux mineurs", le phalanstère Godin à Guise, la Verrerie ouvrière "à tout le prolétariat", qui s'inscrivent dans la longue chaîne des luttes de ceux d'en bas pour des droits, pour que la paye ne soit pas épuisée au 25 du mois, pour ça change. Cent cinquante ans de cette histoire singulière s'incarnent en des moments et des lieux emblématiques, du Front populaire aux luttes contre les délocalisations, en pas-

sant par la défense des retraites ou Mai 68.

«*Les grandes luttes de la France ouvrière*» d'Alain Rustenholz est paru aux Éditions Les Beaux Jours. 286 p. 29 euros.

Abrégé du capital de Karl Marx

«*Le capitalisme n'est et ne sera pas là de toute éternité*». Cet Abrégé, rédigé en 1878, nous livre l'essentiel de l'analyse contenue dans le Livre I du Capital de Karl Marx. Ce compendium de la critique du système capitaliste – «*où ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais bien le travailleur qui se trouve au service des moyens de production*» – a été rédigé à destination d'un public populaire. Écrit dans un style simple et sans l'appareil scientifique qui rend parfois ardue l'approche de l'œuvre originale, ce résumé a d'ailleurs été approuvé par Marx en personne.

L'auteur, Carlo Cafiero (1846-1892), communiste libertaire italien, n'était pourtant pas un disciple du théoricien allemand auquel il s'était opposé lors de la scission de la Première Internationale en 1872. L'avant-propos de James Guillaume nous rappelle le parcours de Cafiero et les tendances qui s'affrontèrent à l'époque au sein du mouvement ouvrier.

En Annexe, la correspondance entre Carlo Cafiero et Karl Marx.

«*Abrégé du capital de Karl Marx*» de Carlo Cafiero est paru aux Editions Le chien rouge. 160 p. 10 euros.

Dernières nouvelles de la liberté

C'est un recueil de nouvelles où l'auteur, Raymond Espinose, fait irruption dans un monde glauque où la corruption des notables le dispute à la dérive des laissés-pour-compte et où le combat individuel est entravé par de mystérieuses entités supérieures. Mais en arrière-plan de ces sombres tableaux, toujours une lumière scintille : l'exigence de la liberté émancipatrice.

L'auteur a publié également aux Editions Orizons «*Albert Cossery philosophe, Une éthique de la dérision*» et aux Editions du Monde libertaire une *monographie sur Jacques Prévert*.

«*Dernières nouvelles de la liberté*» de Raymond Espinose est paru aux Editions du Monde libertaire (145 rue Amélot 75001 PARIS) 120 pages – 10 euros – ISBN 978 291551 4186.

Histoire du fascisme aux États-Unis

Pays jeune et puissant, pays des opportunités et de la liberté, les États-Unis sont souvent cités en exemple et alimentent encore bien des fantasmes. Le fameux way of life et le rêve états-unien semblent avoir encore de beaux jours devant eux.

Mais il y a un revers de la médaille. Première démocratie au monde et première puissance mondiale, les États-Unis se sont construits grâce à une politique génocidaire, à la pratique de l'esclavage et à la répression des revendications sociales. Si les États-Unis n'ont jamais connu de régime fasciste, les lois d'exception, les persécutions politiques et les mouvements fascistes ont marqué l'histoire de ce pays. Le fascisme a existé aux États-Unis, et existe encore.

«*Histoire du fascisme aux États-Unis*» de Larry Portis. Éditeur : CNT-RP. 327 p. 16.euros.

Le mouton noir

par la compagnie Jolie Môme

*“L’émancipation des moutons sera
l’oeuvre des moutons eux-mêmes !”*

C’était une fois dans le pays
Parmi les champs et les prairies
Un beau troupeau de moutons blancs
Dans les prés paissait insouciant
Au milieu du troupeau qui bêle
Un mouton noir se rebelle

“On me tond la laine sur le dos
J’ai plus que la peau sur les os
On veut faire de moi un méchoui
Faudrait encore que je dise “oui”

Le mouton noir a bien compris
Que les loups faisaient les gentils
Avec l’espoir quand vient la nuit
De brader par bout la bergerie
Au milieu du troupeau qui bêle
Le mouton noir se rebelle

Le mouton noir a bien compris :
L’homme est un loup pour le mouton
Et quand soudain le mouton grogne
Les loups s’affolent pour un “non”

“Le seigneur n’est pas mon berger
Je n’ suis le mouton de personne ”
Le mouton noir a décidé
D’ignorer le clairon qui sonne
Au milieu du troupeau qui bêle
Le mouton noir se rebelle

Le mouton noir n’est pas gentil
Il en a marre de dire “Amen”
Aux chiens de garde,
Sur toutes les chaînes,
Le mouton noir ne dit pas oui

Le mouton noir enfin voit rouge
Se dit que tout seul, rien ne bouge
Qu’il faut au moins tout un troupeau
Pour faire du loup un bon gigot
Qu’il faut au moins tout un troupeau
Pour faire du loup un bon gigot

**Moralité : A prendre les gens pour des moutons
On se prend des retours de bâtons**

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 29/07/2009

Sommaire

- Page 1 Edito : Qu'est-ce tu fous, vieille taupe ?
Page 2 à 4 Le RSA
Page 5 et 6 Déchets nucléaire : la résistance continue
Page 6 Edito d'AL : Ni loi ni burqua
Page 7 à 9 A propos du capitalisme vert
Page 9 Le massacre de l'Amazonie
Page 10 L'expulsion des sans-papiers de la Bourse
du Travail (deux textes)
Page 11 Travailler tue en toute impunité
Page 12 à 14 Les "Conti" : victoire à la Pyrrhus ?
Page 14 Novlangue : Rendre visible l'invisible
Page 15 Rencontres et Lectures
Page 16 Le mouton noir (par la compagnie Jolie Môme)

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@contrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE